

**No. 37364**

---

**France  
and  
Kazakhstan**

**Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Kazakhstan for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and capital (with protocol). Paris, 3 February 1998**

**Entry into force:** *1 August 2000, in accordance with article 29*

**Authentic texts:** *French, Kazakh and Russian*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 6 March 2001*

---

**France  
et  
Kazakhstan**

**Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (avec protocole). Paris, 3 février 1998**

**Entrée en vigueur :** *1er août 2000, conformément à l'article 29*

**Textes authentiques :** *français, kazakh et russe*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 6 mars 2001*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALES EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE

Le Gouvernement de la République française  
et  
le Gouvernement de la République du Kazakhstan,  
désireux de conclure une convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,  
sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1er. Personnes concernées*

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

*Article 2. Impôts visés*

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les taxes sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment a) en ce qui concerne la France

- i) l'impôt sur le revenu ;
  - ii) l'impôt sur les sociétés ;
  - iii) la taxe sur les salaires ;
  - iv) l'impôt de solidarité sur la fortune;
- (ci-après dénommés "impôt français")

b) en ce qui concerne le Kazakhstan :

- i) l'impôt sur le revenu des personnes morales et des personnes physiques ;
  - ii) l'impôt sur les actifs des personnes morales et des personnes physiques ;
- (ci-après dénommés "impôt kazakh").

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

### *Article 3. Définitions générales*

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a) les expressions "Etat contractant" et "autre Etat contractant" désignent, suivant les cas, la France ou le Kazakhstan ;

b) le terme "France" désigne les départements européens et d'outre-mer de la République française, y compris l'espace aérien et la mer territoriale, ainsi que les zones sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la République française a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes ;

c) le terme "Kazakhstan" désigne la République du Kazakhstan, dans son acception géographique, le terme "Kazakhstan" comprend le territoire national de la République du Kazakhstan et toutes les zones sur lesquelles le Kazakhstan peut exercer sa souveraineté et sa juridiction en conformité avec sa législation et le droit international, et sur lesquelles sa législation fiscale est applicable ;

d) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;

e) le terme "société" désigne toute personne morale, ou toute entité qui est considérée, aux fins d'imposition, comme une personne morale ;

f) les expressions "entreprise d'un Etat contractant" et "entreprise de l'autre Etat contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;

g) l'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;

h) l'expression "autorité compétente" désigne :

i) dans le cas de la France, le ministre chargé du budget ou son représentant autorisé ;

ii) dans le cas du Kazakhstan, le ministre des finances ou son représentant autorisé ;

i) l'expression "national" désigne :

i) toute personne physique possédant la nationalité d'un Etat contractant ;

ii) toute personne morale, société, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.

2. Pour l'application de la Convention par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a le sens que lui attribue le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention. Le sens attribué à un terme ou expression par le droit fiscal

de cet Etat prévaut sur le sens attribué à ce terme ou expression par les autres branches du droit de cet Etat.

#### *Article 4. Résident*

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat contractant" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction, de son siège social ou de tout autre critère de nature analogue. L'expression désigne également un Etat contractant, ses subdivisions politiques ou collectivités locales, et leurs personnes morales de droit public. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;

b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;

c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité ;

d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord,

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé. S'il existe un doute sur le lieu où est situé le siège de direction effective de la personne, les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent de parvenir à un accord sur ce lieu. Au sens de la Convention, la personne est considérée comme un résident de l'Etat dans lequel est situé le siège de direction effective tel que convenu entre les autorités compétentes des Etats contractants. Mais si celles-ci ne parviennent pas à un accord, la personne est considérée, pour l'application des dispositions de la Convention, comme n'étant un résident d'aucun des deux Etats.

#### *Article 5. Etablissement stable*

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression "établissement stable" comprend notamment :

- a) un siège de direction,
- b) une succursale,
- c) un bureau,
- d) une usine,
- e) un atelier, et

(f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. L'expression "établissement stable" comprend également :

a) un chantier de construction ou de montage, mais seulement si sa durée dépasse douze mois ; et

b) une installation ou une structure utilisée pour l'exploration de ressources naturelles, une plate-forme ou un navire de forage utilisés pour l'exploration de ressources naturelles, mais seulement si la durée de leur utilisation dépasse douze mois ; et

c) des services de surveillance se rattachant à un chantier de construction ou de montage visé au a, ou à une installation ou structure visée au b. et fournis dans l'Etat contractant dans lequel le chantier de construction ou de montage, ou l'installation ou la structure est situé mais uniquement si ces services se poursuivent pendant une période de plus de douze mois ; et

d) la fourniture d'autres services, y compris les services de consultants, par une entreprise agissant par l'intermédiaire de salariés ou d'autres personnels engagés par l'entreprise à cette fin, mais seulement lorsque les activités de cette nature se poursuivent (pour le même projet ou un projet connexe) sur le territoire du pays pendant une période de plus de douze mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si :

a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;

b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise ;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;

f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a à e, à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne - autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 - agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce ha-

bituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

#### *Article 6. Revenus immobiliers*

1. Les revenus provenant de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens immobiliers sont situés.

2. L'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant ou les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tout cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

5. Lorsque des actions, parts ou autres droits dans une société, une fiducie ou une institution comparable donnent la jouissance de biens immobiliers situés dans un Etat contractant et détenus par cette société, fiducie ou institution comparable, les revenus provenant de l'utilisation directe, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de ce droit de jouissance sont imposables dans cet Etat nonobstant les dispositions des articles 7 et 14.

#### *Article 7. Bénéfices des entreprises*

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce ou ait exercé son activité dans l'autre Etat contractant

par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce ou a exercé son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lors qu'une entreprise d'un Etat contractant exerce ou a exercé son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs. Toutefois, n'est admise aucune déduction (autre que le remboursement du montant réel des dépenses) à raison des sommes payées, le cas échéant, par l'établissement stable au siège de direction de l'entreprise ou à l'un quelconque de ses autres bureaux, sous forme de redevances, honoraires ou sous forme de paiements analogues au titre de l'usage de brevets ou d'autres droits, ou bien sous la forme de commissions au titre de services spécifiques ou de gestion, ou bien, à l'exception des banques, au titre d'intérêts afférents à des prêts accordés à l'établissement stable. De même, en ce qui concerne l'établissement stable, il n'est pas tenu compte de sommes (autres que le remboursement du montant réel des dépenses) mises, par celui-ci, à la charge du siège de direction de l'entreprise ou de l'un quelconque de ses autres bureaux, au titre de redevances, honoraires ou sous forme de paiements analogues au titre de l'usage de brevets ou d'autres droits, ou bien sous la forme de commissions au titre de services spécifiques ou de gestion, ou bien, à l'exception des banques, au titre d'intérêts afférents à des prêts accordés au siège de direction de l'entreprise ou à l'un quelconque de ses autres bureaux.

4. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

5. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

6. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

#### *Article 8. Navigation maritime et aérienne*

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant provenant de l'exploitation en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans cet Etat. Ces bénéfices comprennent les revenus tirés par l'entreprise d'activités accessoires à l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port

d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un groupe (pool), une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

#### *Article 9. Entreprises associées*

1. Lorsque:

a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat - et impose en conséquence - des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices s'il estime que cet ajustement est justifié. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

#### *Article 10. Dividendes*

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui détient directement ou indirectement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes ;

b) 15 pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.



Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Un résident du Kazakhstan qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France peut obtenir le remboursement du précompte dans la mesure où celui-ci a été effectivement acquitté par la société à raison de ces dividendes. Le montant brut du précompte remboursé est considéré comme un dividende pour l'application de la Convention. Il est imposable en France conformément aux dispositions du paragraphe 2.

4. Le terme "dividendes" désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la législation fiscale de l'Etat contractant dont la société distributrice est un résident. Il est entendu que le terme "dividendes" ne comprend pas les revenus visés à l'article 16.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

7. Les bénéfices d'une entreprise d'un résident d'un Etat contractant provenant d'un établissement stable situé dans l'autre Etat contractant peuvent, après avoir été imposés conformément aux dispositions de l'article 7, et après déduction de toute somme réinvestie dans cet établissement stable, être assujettis dans cet autre Etat sur le montant résiduel, à un impôt dont le taux ne peut excéder le pourcentage prévu au a du paragraphe 2 du présent article.

#### *Article 11. Intérêts*

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts mentionnés au paragraphe 1 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont la personne qui reçoit les intérêts est

un résident, si cette personne en est le bénéficiaire effectif, et si l'une des conditions suivantes est remplie :

a) cette personne est l'un des Etats contractants, l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ou l'une de leurs personnes morales de droit public, y compris la banque centrale de cet Etat ; ou ces intérêts sont payés par l'un des Etats contractants ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ou l'une de leurs personnes morales de droit public ou

b) les intérêts sont payés au titre de créances ou de prêts garantis ou assurés par la COFACE dans le cas de la France ou par une organisation analogue dans le cas du Kazakhstan.

4. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article. Le terme "intérêts" ne comprend pas les éléments de revenu qui sont considérés comme des dividendes selon les dispositions de l'article 10.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable ou une base fixe pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

8. Les dispositions de la Convention ne s'appliquent pas si la créance génératrice des intérêts a été constituée ou cédée principalement dans le but de tirer avantage des dispositions du présent article.

*Article 12. Redevances*

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances.

3. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique y compris les films cinématographiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ou pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise (savoir-faire) dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, le bénéficiaire effectif des rémunérations payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique mentionnées au paragraphe 3, peut opter au titre de chaque année d'imposition, pour être imposé dans l'Etat contractant d'où proviennent ces redevances sur leur montant net comme si ces redevances constituaient des bénéfices d'entreprise au sens de l'article 7. Dans ce cas le taux d'imposition prévu au paragraphe 2 ne s'applique pas.

5. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale, ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'obligation donnant lieu au paiement des redevances a été contractée et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

8. Les dispositions de la Convention ne s'appliquent pas si l'obligation donnant lieu au paiement des redevances a été constituée ou cédée principalement dans le but de tirer avantage des dispositions du présent article.

*Article 13. Gains en capital*

1. a) Les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens immobiliers sont situés.

b) Les gains provenant de l'aliénation d'actions, paris ou autres droits dans une société, une fiducie ou une institution comparable, dont l'actif est principalement constitué, directement ou par l'interposition d'une ou plusieurs autres sociétés, de biens immobiliers situés dans un Etat contractant ou de droits portant sur de tels biens sont imposables dans cet Etat. Pour l'application de cette disposition, ne sont pas pris en considération les biens immobiliers affectés par une telle société, fiducie ou institution comparable, à sa propre exploitation industrielle, commerciale ou agricole ou à l'exercice par elle d'une profession indépendante.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains provenant de l'aliénation de biens qui font partie de l'actif d'une entreprise d'un Etat contractant et qui consistent en navires ou aéronefs exploités par elle en trafic international ou en biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans cet Etat.

4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

*Article 14. Professions indépendantes*

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat toutefois ces revenus sont aussi imposables dans l'autre Etat contractant dans les cas suivants :

a) si ce résident dispose de façon habituelle, dans l'autre Etat contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités ; en ce cas, seule la fraction des revenus imputables à cette base fixe est imposable dans l'autre Etat contractant ; ou

b) si son séjour dans l'autre Etat contractant s'étend sur une période ou des périodes d'une durée totale égale ou supérieure à 183 jours pendant l'année fiscale considérée ; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est tirée des activités exercées dans cet autre Etat est imposable dans cet autre Etat.

2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

*Article 15. Professions dépendantes*

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19 et 20, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de douze mois consécutifs commençant ou se terminant dans l'année fiscale considérée, et

b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et

c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploités en trafic international par une entreprise d'un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

*Article 16. Jetons de présence*

Les jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

*Article 17. Artistes et sportifs*

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste ou sportif ne sont imposables que dans le premier Etat lorsque ces activités dans

l'autre Etat sont financées principalement par des fonds publics du premier Etat, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, ou de leurs personnes morales de droit public.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, lorsque les revenus d'activités qu'un résident d'un Etat contractant, artiste ou sportif, exerce personnellement et en cette qualité dans l'autre Etat contractant sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus ne sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, que dans le premier Etat lorsque cette autre personne est financée principalement par des fonds publics de ce premier Etat, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, ou de leurs personnes morales de droit public,

#### *Article 18. Pensions et rentes*

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions, les rentes viagères et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Le terme "rentes" désigne toute somme déterminée, payable à une personne physique, périodiquement à échéances fixes, à titre viager ou pendant une période déterminée ou qui peut l'être, en vertu d'un engagement d'effectuer les paiements en contrepartie d'une prestation équivalente en argent ou évaluable en argent.

#### *Article 19. Rémunérations publiques*

1. a) Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, subdivision, ou collectivité ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.

2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, subdivision, ou collectivité ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.

3. Les dispositions des articles 15, 16 et 18 s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

*Article 20. Etudiants*

1. Les sommes qu'un étudiant ou un apprenti qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation, ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

2. Les rémunérations payées par un Etat contractant, par l'une de ses collectivités locales, au par l'une de leurs personnes morales de droit public, à une personne physique en sa qualité d'enseignant ou de chercheur n'est imposable que dans cet Etat.

*Article 21. Autres revenus*

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, dont ce résident est le bénéficiaire effectif et qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire effectif de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle et commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement, Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

*Article 22. Fortune*

1. a) La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6, possédée par un résident d'un Etat contractant et située dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.

b) La fortune constituée par des actions, parts ou autres droits dans une société, une fiducie ou une institution comparable, dont l'actif est principalement constitué directement ou par l'interposition d'une ou plusieurs autres sociétés, de biens immobiliers situés dans un Etat contractant ou de droits portant sur de tels biens est imposable dans cet Etat. Pour l'application de cette disposition, ne sont pas pris en considération les biens immobiliers affectés par une telle société, fiducie ou institution comparable, à sa propre exploitation industrielle, commerciale ou agricole, ou à l'exercice par elle d'une profession indépendante.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.

3. La fortune constituée par des biens qui font partie de l'actif d'une entreprise d'un Etat contractant, et qui consiste en navires et aéronefs exploités par elle en trafic international ainsi qu'en biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs n'est imposable que dans cet Etat.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

*Article 23. Elimination des doubles impositions*

1. En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante :

a) Nonobstant les autres dispositions de la Convention, les revenus qui sont imposables ou ne sont imposables qu'au Kazakhstan, conformément aux dispositions de la présente Convention sont pris en compte pour le calcul de l'impôt français lorsqu'ils ne sont pas exemptés de l'impôt sur les sociétés en application de la législation interne française. Dans ce cas, l'impôt kazakh n'est pas déductible de ces revenus, mais le bénéficiaire a droit, sous réserve des conditions et limites prévues aux i) et ii), à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français. Ce crédit d'impôt est égal :

i) pour les revenus non mentionnés au ii), au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus à condition que le bénéficiaire soit soumis à l'impôt au Kazakhstan à raison de ces revenus

ii) pour les revenus - soumis à l'impôt sur les sociétés français - visés à l'article 7 et au paragraphe 2 de l'article 13, et pour les revenus visés aux articles 10, 11 et 12, au paragraphe 1 de l'article 13, au paragraphe 3 de l'article 15, à l'article 16 et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 17, au montant de l'impôt payé au Kazakhstan conformément aux dispositions de ces articles ; toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus.

b) Un résident de France qui possède de la fortune imposable au Kazakhstan conformément aux dispositions des paragraphes 1 ou 2 de l'article 22 est également imposable en France à raison de cette fortune. L'impôt français est calculé sous déduction d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt payé au Kazakhstan sur cette fortune. Toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à cette fortune.

c) i) il est entendu que l'expression "montant de l'impôt français correspondant à ces revenus" employée au a désigne :

- lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un taux proportionnel, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux qui leur est effectivement appliqué ;

- lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un barème progressif le produit du montant des revenus nets considérés par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant de ce revenu net global.

Cette interprétation s'applique par analogie à l'expression "montant de l'impôt français correspondant à cette fortune" employée au b.



ii) Il est entendu que l'expression "montant de l'impôt payé au Kazakhstan" employée aux a et b désigne le montant de l'impôt kazakh effectivement supporté à titre définitif à raison des revenus ou des éléments de fortune considérés, conformément aux dispositions de la Convention, par le résident de France qui est imposé sur ces revenus ou possède ces éléments de fortune.

2. En ce qui concerne le Kazakhstan, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante :

a) Lorsqu'un résident du Kazakhstan perçoit des revenus ou possède de la fortune qui conformément aux dispositions de la Convention, sont imposables en France, le Kazakhstan accorde :

i) la déduction, sur l'impôt sur le revenu de ce résident, d'une somme égale au montant de l'impôt sur le revenu payé en France ;

ii) la déduction, sur l'impôt sur la fortune de ce résident, d'une somme égale au montant de l'impôt sur la fortune payé en France.

Une telle déduction ne peut, en aucun cas, excéder l'impôt calculé sur le même revenu ou sur la même fortune au Kazakhstan, aux taux en vigueur.

b) Lorsqu'un résident du Kazakhstan perçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la Convention, ne sont imposables qu'en France, le Kazakhstan peut inclure ces revenus ou cette fortune dans l'assiette de l'impôt mais uniquement aux fins de déterminer le taux d'imposition des autres revenus ou de la fortune imposables au Kazakhstan.

#### *Article 24. Non-discrimination*

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. Les apatrides qui sont des résidents d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de l'Etat concerné qui se trouvent dans la même situation.

3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 8 de l'article 11 ou du paragraphe 7 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et

autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat ou si elles sont plus favorables pour l'entreprise dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident d'un Etat tiers qui est membre de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si eues avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

6. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

7. Si un traité ou accord bilatéral conclu entre les deux Etats contractants, autre que la présente Convention, comporte une clause de non-discrimination ou une clause de la nation la plus favorisée, il est entendu que de telles clauses ne sont pas applicables en matière fiscale.

#### *Article 25. Procédure amiable*

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est résidente ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter, en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants ou leurs représentants peuvent communiquer directement entre eux en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

5. Nonobstant tout autre traité ou accord bilatéral conclu entre les deux Etats contractants, les questions fiscales entre les Etats contractants (y compris les différends sur le point de savoir si la présente convention s'applique) sont réglées uniquement selon les dispositions du présent article, à moins que les autorités compétentes en décident autrement.

6. Si les autorités compétentes ne peuvent parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents du présent article, le cas peut être soumis à un arbitrage à condition que les deux autorités compétentes ainsi que le contribuable en soient d'accord, et que le contribuable consente par écrit à être lié par la décision de la commission d'arbitrage. Les autorités compétentes peuvent communiquer à la commission d'arbitrage les renseignements nécessaires pour mener à bien l'arbitrage. La décision de cette commission lie les deux Etats contractants ainsi que le contribuable en ce qui concerne le cas soumis. Les procédures, y compris la composition de la commission d'arbitrage, sont établies entre les Etats contractants par échange de notes diplomatiques après consultation entre les autorités compétentes. Les dispositions du présent paragraphe ne prendront effet qu'à compter de la date fixée dans cet échange de notes diplomatiques.

#### *Article 26. Echange de renseignements*

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention, ou celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la Convention, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;

b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;

c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

*Article 27. Agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires*

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques, des postes consulaires, et les membres des délégations permanentes auprès d'organisations internationales en vertu soit des règles générales du droit international soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant les dispositions de l'article 4, toute personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat contractant, situés dans l'autre Etat contractant ou dans un Etat tiers, est considérée, aux fins de la Convention, comme un résident de l'Etat accréditant, à condition qu'elle soit soumise dans cet Etat accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu et de sa fortune, que les résidents de cet Etat.

3. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas soumis dans l'un des Etats contractants aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur leur revenu et de leur fortune, que les résidents de cet Etat.

*Article 28. Modalités d'application*

Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent régler conjointement ou séparément les modalités d'application des dispositions de la présente Convention.

*Article 29. Entrée en vigueur*

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui le concerne pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. Celle-ci entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière de ces notifications.

2. Les dispositions de la Convention s'appliqueront

a) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996 ;

b) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents, suivant les cas, à toute année civile ou tout exercice commençant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996 ;

c) en ce qui concerne les autres impôts, aux impositions dont le fait générateur interviendra à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996.

3. Toutes les dispositions fiscales contenues dans des traités ou accords en vigueur entre la République française et la République du Kazakhstan cesseront d'avoir effet entre la France et le Kazakhstan à compter de la date à laquelle les dispositions de la présente Convention deviendront effectives.

*Article 30. Dénonciation*

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, après une période de cinq années civiles suivant la date d'entrée en vigueur de la Convention, chacun des Etats contractants pourra la dénoncer moyennant un préavis notifié par la voie diplomatique au moins six mois avant la fin de toute année civile.

2. Dans ce cas, la Convention ne sera plus applicable :

a) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;

b) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents, suivant les cas, à toute année civile ou à tout exercice commençant après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;

c) en ce qui concerne les autres impôts, aux impositions dont le fait générateur interviendra après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris le 3 février 1998, en triple exemplaire, en langues française, russe et kazakhe, les trois textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

JACQUES DONDOUX

Pour le Gouvernement de la République du Kazakhstan :

ASSYGATE A. JABAGUINE

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. En ce qui concerne le a du paragraphe 3 de l'article 2, la taxe sur les salaires est régie par les dispositions de la Convention applicables, selon le cas, aux bénéficiaires des entreprises ou aux revenus des professions indépendantes.

2. En ce qui concerne les articles 2, 4, 11, 12, 17 et 19, il est entendu que l'expression "subdivision politique" désigne une subdivision politique du Kazakhstan.

3. En ce qui concerne l'article 4, il est entendu que l'expression "résident d'un Etat contractant" comprend les sociétés de personnes et les groupements de personnes dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant et dont tous les actionnaires, associés ou autres membres y sont personnellement soumis à l'impôt pour leur part des bénéfices correspondant à leurs droits ou intérêts dans ces sociétés et groupements.

4. En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 5, si une entreprise (entrepreneur général) qui est chargée d'exécuter l'ensemble des travaux d'un chantier sous-traite une partie des travaux à d'autres entreprises (sous-traitants), le temps passé par chaque sous-traitant sur le chantier doit être considéré comme temps consacré par l'entrepreneur général au chantier. Le sous-traitant a lui-même un établissement stable s'il exerce son activité sur le chantier pendant plus de douze mois.

5. En ce qui concerne l'article 7

a) s'agissant du paragraphe 1, les bénéfices provenant de la vente de biens ou marchandises de même nature ou de nature analogue à ceux qui sont vendus par l'intermédiaire d'un établissement stable, ou d'activités commerciales de même nature ou de nature analogue à celles qui sont effectuées par l'intermédiaire d'un établissement stable, sont considérés comme étant rattachables à cet établissement stable, à condition qu'il soit prouvé que la transaction considérée a été utilisée pour échapper à l'impôt dans l'Etat contractant dans lequel l'établissement stable est situé.

b) i) lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant vend des marchandises ou exerce une activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, les bénéfices de cet établissement stable ne sont pas calculés sur la base du montant total reçu par l'entreprise mais sur la seule base de la rémunération imputable à l'activité réelle de l'établissement stable pour ces ventes ou pour cette activité ;

ii) dans le cas de contrats, s'agissant notamment de contrats d'étude, de fourniture, d'installation ou de construction d'équipements ou d'établissements industriels, commerciaux ou scientifiques, ou d'ouvrages publics, lorsque l'entreprise a un établissement stable, les bénéfices de cet établissement stable ne sont pas déterminés sur la base du montant total du contrat, mais seulement sur la base de la part du contrat qui est effectivement exécutée par cet établissement stable. Les bénéfices afférents à la part du contrat qui est exécutée

dans l'Etat contractant où est situé le siège de direction effective de l'entreprise ne sont imposables que dans cet Etat.

6. Chaque Etat contractant s'efforce d'instituer des procédures permettant aux contribuables de recevoir les revenus visés aux articles 10, 11 et 12 sans qu'aucun impôt ne soit prélevé à la source lorsque la Convention prévoit une imposition exclusive dans l'Etat de résidence. Lorsque la Convention prévoit une imposition dans l'Etat contractant d'où proviennent les revenus, chaque Etat contractant s'efforce d'instituer des procédures permettant aux contribuables de recevoir ces revenus sous déduction de l'impôt autorisé par la Convention. Lorsqu'une demande est faite par le contribuable, l'impôt prélevé à la source dans un Etat contractant au taux prévu par sa législation interne est remboursé dans les meilleurs délais dans la mesure où il excède l'impôt autorisé par la Convention.

7. Si le Kazakhstan convient d'un taux d'impôt plus faible (y compris un taux nul) que le taux de 5 pour cent prévu au a du paragraphe 2 et au paragraphe 7 de l'article 10, 15 pour cent au b du paragraphe 2 de l'article 10, 10 pour cent au paragraphe 2 de l'article 11 et au paragraphe 2 de l'article 12, dans une convention avec un Etats tiers qui est membre de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique, et que cette Convention entre en vigueur avant, au moment de ou après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, ce taux réduit (ou taux nul) se substitue automatiquement selon les cas aux taux de 5 pour cent prévu au a du paragraphe 2 et au paragraphe 7 de l'article 10, de 15 pour cent au b du paragraphe 2 de l'article 10, de 10 pour cent au paragraphe 2 de l'article 11 et au paragraphe 2 de l'article 12, prévus par la présente Convention, à compter de la date d'entrée en vigueur, selon le cas, soit de cette Convention avec un Etats tiers, soit de la présente Convention.

8. Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 24 s'appliquent aux Etats contractants eux-mêmes, à leurs collectivités locales et aux personnes morales de droit public de ces Etats ou collectivités dont l'activité n'a pas un caractère industriel ou commercial, même s'ils ne se trouvent pas dans la même situation au regard de la résidence.

9. En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 24, il est entendu qu'une personne physique ou morale, une société de personnes ou une association qui est un résident d'un Etat contractant ne se trouve pas dans la même situation qu'une personne physique ou morale, une société de personnes ou une association qui n'est pas un résident de cet Etat ; et ce, même si les personnes morales, les sociétés de personnes et les associations sont considérées comme des nationaux de l'Etat contractant dont elles sont des résidents pour l'application du i du paragraphe 1 de l'article 3.

10. Les dispositions de la présente Convention n'empêchent en rien la France d'appliquer les dispositions de l'article 212 de son code général des impôts ou d'autres dispositions analogues qui amenderaient ou remplaceraient celles de cet article, et ne s'opposent pas à la mise en place et à l'application par le Kazakhstan d'une législation fiscale ayant un objet similaire.

11. Chacun des Etats contractants conserve le droit d'imposer conformément à sa législation interne les revenus de ses résidents dont l'imposition est attribuée à l'autre Etat contractant mais qui ne sont pas pris en compte pour l'assiette de l'impôt dans cet Etat, dans les cas où cette double exonération résulte d'une qualification divergente des revenus concernés.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

Fait à Paris, le 3 février 1998, en triple exemplaire, en langues française, russe et kazakh, les trois textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

JACQUES DONDOUX

Pour le Gouvernement de la République du Kazakhstan :

ASSYGATE A. JABAGUINE



[ KAZAKH TEXT — TEXTE KAZAKH ]

**ФРАНЦУЗ РЕСПУБЛИКАСЫНЫҢ ҮКІМЕТІ МЕН  
ҚАЗАҚСТАН РЕСПУБЛИКАСЫНЫҢ ҮКІМЕТІ АРАСЫНДАҒЫ  
ТАБЫС ПЕН МҮЛІККЕ ҚОСАРЛАНҒАН САЛЫҚ САЛУДЫ  
БОЛҒЫЗБАУ ЖӘНЕ САЛЫҚ ТӨЛЕУДЕН ЖАЛТАРУҒА ЖОЛ  
БЕРМЕУ ТУРАЛЫ**

**К О Н В Е Н Ц И Я**

Француз Республикасының Үкіметі мен Қазақстан Республикасының Үкіметі табыс пен мүлікке қосарланған салық салуды болғызбау және салық төлеуден жалтаруға жол бермеу туралы Конвенция жасасуға ниет білдіре отырып, мына мәселелер туралы уағдаласты:

**1-бап**

**КОНВЕНЦИЯ ҚОЛДАНЫЛАТЫН ТҮЛҒАЛАР**

Осы Конвенция Уағдаласушы Мемлекеттердің бірінің немесе екеуінің де резиденттері болып табылатын тұлғаларға қолданылады.

**2-бап**

**КОНВЕНЦИЯ ҚОЛДАНЫЛАТЫН САЛЫҚТАР**

1. Осы Конвенция алу тәсілдеріне қарамастан Уағдаласушы Мемлекет немесе оның саяси-әкімшілік бөлімшесі яки жергілікті үкімет органы алатын, табыс пен мүлікке салынатын салықтарға қолданылады.

2. Жылжымалы және жылжымайтын мүлікті шеттетуден алынатын табыс салығын қоса алғанда жалпы табыстан, жалпы мүліктен немесе табыстың не мүліктің жекелген элементтерінен алынатын барлық салықтар, кәсіпорындар төлейтін ырзыққының немесе жалақының жалпы сомасына салынатын салықтар, сондай-ақ мүлік құнының өсімінен түсетін табыстарға салынатын салықтар болып есептеледі.

3. Конвенция қолданылатын алынатын жүрген салықтар, атап айтқанда, мыналар болып табылады:

а) Франция жағдайында:

(i) табыстарға салынатын салық ("L'impôt sur le revenu");

(ii) корпоративтік салық ("L'impôt sur le sociétés");

(iii) ырзықақыларға салынатын салық ("La taxe sur le salaires");

(iv) мүлікке салынатын ортақ салық (L'impôt de solidarite sur la fortune");

(бұдан әрі "Француз салығы" ретінде аталады) :

b) Қазақстан жағдайында:

(i) заңды және жеке тұлғалардың табыстарына салынатын салық;

(ii) заңды және жеке тұлғалардың мүлкіне салынатын салық;

(бұдан әрі "Қазақстан салығы" ретінде аталады).

4. Конвенция сондай-ақ оған қол қойылған күннен кейін белгіленетін салықтарға қосымша немесе солардың орнына алынатын кез келген бірдей немесе іс жүзінде соларға ұқсас салықтарға да қолданылады. Уағдаласушы Мемлекеттердің құзыретті органдары олардың тиісті салық заңдарына енгізілетін кез келген елеулі өзгерістер жайында бір-бірін хабардар етіп отырады.

### 3-бап

#### ЖАЛПЫ АЙҚЫНДАМАЛАР

I. Егер контекстен басқалай мағына тумаса, осы Конвенцияның мақсаттары үшін:

a) "Уағдаласушы Мемлекет" және "басқа Уағдаласушы Мемлекет" терминдері контекске қарай Францияны немесе Қазақстанды білдіреді.

a) "Франция" термині Француз Республикасының еуропалық және теңіздің арғы жағындағы бөліктерін, соның ішінде халықаралық құқыққа сәйкес Француз Республикасы теңіз түбінгі және оның жер астындағы бөлігі мен су қабатының табиғи ресурстарын барлау және пайдалану мақсатында егемен құқықтарын жүзеге асыратын аумақтық теңізді және аумақтық теңізден тыс кез келген аймақты білдіреді;

c) "Қазақстан" термині Қазақстан Республикасын білдіреді. "Қазақстан" термині географиялық мағынада пайдаланған кезінде, ҚР мемлекеттік аумағын, сондай-ақ Қазақстан халықаралық құқыққа сәйкес өзінің егемендік құқықтарын және юрисдикциясын жүзеге асыратын және Қазақстанның салық заңдары қолданылатын барлық аймақтарды қамтиды;

d) "тұлға" термині жеке адамды, компанияны немесе тұлғалардың кез келген басқа да бірлестігін қамтиды;

е) "компания" термині салық салу мақсаттары үшін заңды тұлға ретінде қарастырылатын кез келген заңды тұлғаны немесе кез келген экономикалық бірлікті білдіреді;

ғ) "Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорны" және "басқа Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорны" терминдері тиісінше Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті басқаратын кәсіпорынды және басқа Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті басқаратын кәсіпорынды білдіреді;

қ) "халықаралық тасымал" термині теңіз немесе өуе кемесі тек қана басқа Уағдаласушы Мемлекеттің ішіндегі пункттер арасында пайдаланылатын жағдайлардан басқа кезде Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорны пайдаланатын теңіз немесе өуе кемесінің кез келген тасымалын білдіреді;

h) "құзыретті орган" термині:

(i) Франция жағдайында: Бюджет министріні немесе оның өкілетті уәкілін білдіреді;

(ii) Қазақстан жағдайында: Қаржы министріні немесе оның өкілетті уәкілін;

i) "ұлттық тұлға" термині:

(i) Уағдаласушы Мемлекеттің азаматтығын алған кез келген жеке адамды;

(ii) Уағдаласушы Мемлекеттің қолданылып жүрген заңдарына сай құрылған кез келген заңды тұлғаны, компанияны, серіктестікті немесе кез келген басқа ассоциацияны білдіреді.

2. Уағдаласушы Мемлекет Конвенцияны қолданғанда онда айқындалмаған кез келген термин салықтарына осы Конвенция қолданылатын сол Мемлекеттің заңдары бойынша қандай мағынаға ие болса, сондай мағынаға ие болады. Осы Мемлекетті салық заңдары бойынша терминнің мағынасы осы Мемлекет құқығының өзге де салаларында осындай термин үшін көзделген мағынадан басым болады.

#### 4-бап

### РЕЗИДЕНТ

I. Осы Конвенцияның мақсаттары үшін "Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті" термині осы Мемлекеттің заңдары бойынша онда өзінің тұрғылықты жеріне, резиденттігіне, басқару орнына, құрылған орнына немесе осындай сипаттағы кез келген басқа

өлшемге байланысты салық салынатын кез келген тұлғаны білдіреді. Термин сондай-ақ Уағдаласушы Мемлекетті, оның саяси-өкімшілік бөлімшелерін және жергілікті өкімет органын және олардың көпшілік құқық секторына қатысы бар заңды тұлғаларын қамтиды. Алайда бұл термин тек осы Мемлекеттегі көздерден алынатын табысқа қатысты немесе сонда орналасқан мүлікке қатысты осы Мемлекетте салық салынуға тиіс кез келген тұлғаны қамтымайды.

2. I-тармақтың ережелеріне сәйкес жеке тұлға Уағдаласушы Мемлекеттердің екеуінің де резиденті болған жағдайда, оның мәртебесі былай айқындалады:

a) ол өзінің қарамағына жататын тұрақты баспанасы бар Мемлекеттің резиденті болып есептеледі; егер оның Мемлекеттердің екеуінде де тұрақты баспанасы болса, ол неғұрлым тығыз жеке және экономикалық байланыстары (өмірлік мүшелер орталығы) бар Мемлекеттің резиденті болып есептеледі;

b) егер оның өмірлік мүшелер орталығы бар Мемлекетті айқындау мүмкін болмаса немесе оның Мемлекеттердің бірде-біреуінде тұрақты баспанасы болмаса, ол өзі әдетте тұрып жатқан Мемлекеттің резиденті болып есептеледі;

c) егер ол әдетте Мемлекеттердің екеуінде де мекендейтін болса немесе олардың біреуінде де тұрмаса, ол өзі азаматы болып табылатын Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті болып есептеледі;

d) егер ол Мемлекеттердің екеуінің де азаматы болса немесе біреуінің де азаматы болмаса, Уағдаласушы Мемлекеттердің құзыретті органдары мәселені өзара келісе отырып шешеді.

3. Егер I-тармақтың ережелеріне сәйкес жеке тұлғадан өзге тұлға Уағдаласушы Мемлекеттердің екеуінің де резиденті болса, онда ол өзінің тиімді басқару орны орналасқан Мемлекеттің резиденті болып есептеледі. Егер тұлғаның тиімді басқару орны қайда орналасқанын айқындау мүмкін болмаса, Уағдаласушы Мемлекеттердің құзыретті органдары мұндай тұлғаның тиімді басқару орны қайда орналасқаны жайында келісімге келуге ұмтылады. Тұлға осы Конвенцияның мақсаттары үшін Уағдаласушы Мемлекеттердің құзыретті органдары арасындағы келісілген тиімді басқару орны орналасқан Мемлекеттің резиденті болып есептеледі. Алайда егер осындай құзыретті органдар келісімге келе алмаса, онда осы Конвенцияны қолдану мақсаттары үшін бұл тұлға Уағдаласушы Мемлекеттердің ешқайсысының резиденті болып есептелмейді.

5-бап

**ТҰРАҚТЫ МЕКЕМЕ**

1. Осы Конвенцияның мақсаттары үшін "тұрақты мекеме" термині сол арқылы кәсіпорынның кәсіпкерлік қызметі толық немесе ішінара жүзеге асырылатын тұрақты қызмет орнын білдіреді.

2. "Тұрақты мекеме" термині, атап айтқанда, мыналарды қамтиды:

- a) басқару орны;
- b) бөлімше;
- c) кеңсе;
- d) фабрика;
- e) шеберхана; және

f) шахта, мұнай немесе газ скважинасы, карьер немесе табиғи ресурстар өндірілетін кез келген басқа орын.

3. "Тұрақты мекеме" термині сондай-ақ мыналарды қамтиды:

a) құрылыс алаңы немесе құрылыс яки монтаждау не құрастыру объектісі, егер тек осындай алаң немесе объект 12 айдан астам уақыт бойы жұмыс істеп тұрса; және

b) табиғи ресурстарды барлау үшін пайдаланылатын қондырғы не ғимарат немесе табиғи ресурстарды барлау үшін пайдаланылатын бұрғылау қондырғысы немесе кеме, егер тек осылай пайдалану 12 айдан астам уақытқа созылса; және

c) a) тармақшасында ескертілген алаңмен немесе объектімен немесе b) тармақшасында ескертілген қондырғымен яки ғимаратпен алаң немесе объект не қондырғы яки ғимарат орналасқан Уағдаласушы Мемлекетте жүзеге асырылатын қадағалау қызметтері, бірақ тек мұндай сипаттағы қызмет елдің ішінде 12 айдан астамға созылса ғана; және

d) басқа қызметтер көрсету, соның ішінде қызметшілер немесе осындай мақсаттар үшін кәсіпорын жалдаған басқа да адамдар арқылы кәсіпорын көрсететін консультациялық қызметтер, бірақ тек (осындай немесе онымен байланысты жоба үшін) мұндай сипаттағы қызмет елдің шегінде 12 айдан астамға созылса ғана.

4. Осы Баптың осының алдындағы ережелеріне қарамастан "тұрақты мекеме" термині мыналарды қамтыған болып қарастырылмайды:

а) ғимараттарды кәсіпорынға тиесілі тауарларды немесе бұйымдарды сақтау, көрсету немесе жіберіп тұру мақсаттары үшін ғана пайдалану;

б) кәсіпорынға тиесілі тауарлар немесе бұйымдар қорын сақтау, көрсету немесе жіберіп тұру мақсаттары үшін ғана сақтау;

с) кәсіпорынға тиесілі тауарлар немесе бұйымдар қорын тек басқа бір кәсіпорынның өңдеу мақсаттары үшін ғана сақтау;

д) тұрақты қызмет орнын кәсіпорын үшін тауарлар немесе бұйымдар сатып алу мақсаттары үшін немесе ақпарат жинау үшін ғана ұстау;

е) тұрақты қызмет орнын кәсіпорын үшін дайындық немесе көмекші сипаттағы кез-келген басқа бір қызметті жүзеге асыру мақсаттары үшін ғана ұстау;

ғ) тұрақты қызмет орнының қызмет түрлерінің кез-келген амалы нәтижесінде пайда болатын жиынтық қызметі дайындық немесе көмекші сипатта болған жағдайда тұрақты қызмет орнын а) тармақшасынан е) тармақшасына дейін көрсетілген қызмет түрлерінің осындай амалын жүзеге асыру үшін ғана ұстау.

5. Осы Баптың 1 және 2-тармақтарының ережелеріне қарамастан, 6-тармақ қолданылатын тәуелсіз мәртебесі бар агенттен өзге тұлға кәсіпорынның атынан әрекет етсе және Уадаласушы Мемлекетте кәсіпорынның атынан келісім шарттар жасасуға өкілеттігі болса және, әдетте, оны жүзеге асырып жүрсе, егер мұндай тұлғаның қызметі тұрақты қызмет орны арқылы жүзеге асырылған күннің өзінде осы тұрақты қызмет орнын 4-баптың ережелеріне сәйкес тұрақты мекемеге айналдырмайтын осы бапта көрсетілген қызметпен шектелмесе, онда бұл кәсіпорынның осы тұлға кәсіпорын үшін атқаратын кез-келген қызметке қатысты осы Мемлекетте тұрақты мекемесі бар деп қарастырылады.

6. Кәсіпорын Уағдаласушы Мемлекетте делдал, комиссионер немесе тәуелсіз мәртебесі бар басқа агент арқылы кәсіпкерлік қызметпен айналысқаны үшін ғана, мұндай адамдар өздерінің әдеттегі қызметі шеңберінде әрекет еткен жағдайда, осы Мемлекетте тұрақты мекемесі бар кәсіпорын ретінде қарастырылмайды.

7. Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті болып табылатын компанияның басқа Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті болып табылатын немесе осы басқа Мемлекетте кәсіпкерлік қызметпен айналысатын (тұрақты мекеме арқылы немесе басқалай жолмен) компанияны бақылауы немесе соның бақылауында болуы осы

компаниялардың бірін өздігінен екіншісінің тұрақты мекемесіне айналдыра алмайды.

#### 6-бап

### ЖЫЛЖЫМАЙТЫН МҮЛІКТЕН АЛЫНАТЫН ТАБЫС

1. Жылжымайтын мүліктен (соның ішінде ауыл шаруашылығынан немесе орман шаруашылығынан) алынатын табыстарға жылжымайтын мүлік орналасқан Уағдаласушы Мемлекетте салық салынуы мүмкін.

2. "Жылжымайтын мүлік" термині қаралып отырған мүлік орналасқан Уағдаласушы Мемлекеттің заңдары бойынша қандай мағынаға ие болса, сондай мағынаға ие болады. Термин кез келген жағдайда жылжымайтын мүлікке қатысты қосалқы мүлікті, ауыл шаруашылығы мен орман шаруашылығында пайдаланылатын мал мен құрал-жабдықты, жер меншігіне қатысты жалпы құқық ережелері қолданылатын құқықтарды, жылжымайтын мүліктің узуфруктын және минералдық ресурстарды, кен көздерін және басқа да табиғи қазбаларды игергені немесе игеру құқығы үшін өтемақы ретінде төленетін өзгермелі немесе тұрақты төлемдер құқығын қамтиды; теңіз, өзен және әуе кемелері жылжымайтын мүлік ретінде қарастырылмайды.

3. 1-тармақтың ережелері жылжымайтын мүлікті тікелей пайдаланудан, жалға беруден немесе оны қандай да болсын басқа жолмен пайдаланудан алынған табыстарға қолданылады.

4. 1 және 3-тармақтардың ережелері, сондай-ақ кәсіпорынның жылжымайтын мүлкінен алынатын табыстарға және тәуелсіз жеке қызметтер көрсету үшін пайдаланылатын жылжымайтын мүліктен алынатын табыстаға қолданылады.

5. Егер компаниядағы, трастағы немесе кез келген ұқсас ұйымдардағы акциялар немесе басқа да құқықтар Уағдаласушы Мемлекетте орналасқан және осы компанияға, трастыға немесе ұқсас институцияға тиесілі жылжымайтын мүлікті иелену құқықтарын беретін болса, осы иелену құқықтарын тікелей пайдаланудан, жалға беруден немесе қандай да болсын басқа жолмен пайдаланудан алынатын табысқа, 7 және 14-Баптардың ережелеріне қарамастан, осы Мемлекетте салық салынуы мүмкін.

#### 7-бап

### КӘСІПКЕРЛІК ҚЫЗМЕТТЕН АЛЫНАТЫН ПАЙДА

1. Егер Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорны басқа Уағдаласушы Мемлекетте орналасқан тұрақты мекеме арқылы онда кәсіпкерлік қызметпен айналыспаса немесе айналыспаған болса, кәсіпорынның

пайдасына тек осы Мемлекетте ғана салық салынады. Егер кәсіпорын жоғарыда аталған кәсіпкерлік қызметпен айналысып жүрсе немесе айналысқан болса, онда осы кәсіпорынның пайдасына, бірақ оның осы тұрақты мекемеге қатысты бөлігіне ғана басқа Мемлекетте салық салынуы мүмкін.

2. 3-тармақтың ережелерін ескере отырып, Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорны басқа Уағдаласушы Мемлекетте сонда орналасқан тұрақты мекеме арқылы кәсіпкерлік қызметпен айналысса немесе айналысқан болса, онда ол осындай немесе осыған ұқсас жағдайларда нақ осындай немесе осыған ұқсас қызметпен айналысатын және өзі тұрақты мекемесі болып табылатын кәсіпорыннан толық тәуелсіз әрекет ететін жеке және дербес кәсіпорын ретінде алуы мүмкін пайдасы әрбір Уағдаласушы Мемлекетте осы тұрақты мекемеге жатқызылады.

3. Тұрақты мекеменің пайдасын айқындау кезінде тұрақты мекеменің мақсаттары үшін жұмсалған шығындарды, соның ішінде басқару және жалпы әкімшілік шығындарын, олардың тұрақты мекеме орналасқан Уағдаласушы Мемлекетте немесе басқа жерде жұмсалғанына қарамастан, шегеріп тастауға болады. Алайда тұрақты кәсіпорын роялти, сыйақылар патенттерді пайдаланудағы ұқсас төлемдер немесе басқа да құқықтар түрінде немесе көрсетілген арнаулы қызметтер үшін не менеджмент үшін комиссиялық төлемдер түрінде немесе, банк кәсіпорындары жағдайларын қоспағанда, тұрақты мекемеге қарызға берілген сомаға проценттер төлеу түрінде кәсіпорынның бас офисіне немесе оның офистерінің кез келгеніне төлсін (нақты өтеген шығыстардан басқасы) соманы шегеріп тастауға болмайды. Нақ осындай ретпен тұрақты кәсіпорынға қолданылатын роялти, сыйақылар немесе басқа да ұқсас төлемдер патенттерді пайдалану түрінде немесе көрсетілген арнаулы қызметтер үшін не менеджмент үшін комиссиялық төлемдер түрінде немесе, банк кәсіпорындары жағдайларын қоспағанда, кәсіпорынның бас офисіне немесе оның офистерінің кез келгеніне қарызға берілген сомаға проценттер төлеу түрінде кәсіпорынның бас офисіне немесе оның офисіне кез келгеніне аударылатын (нақты өтеген шығыстардан басқасы) сома тұрақты мекемеде есепке алынбайтын болады.

4. Тұрақты мекеме кәсіпорын үшін тауарлар немесе бұйымдар сатып алса, тек сол үшін ғана тұрақты мекеме пайда тапқан болып есептелмейді.

5. Мұның алдындағы тармақтардың мақсаттары үшін тұрақты мекемеге қатысты пайда, егер тек мұндай төртінші өзгерту үшін жеткілікті және дәлелді себептер болмаса ғана, жылма-жыл бірдей тәсілмен айқындалады.

6. Пайда осы Конвенцияның басқа Баптарында бөлек айтылған табыс түрлерін қамтыған жағдайда осы баптың ережелері бұл баптардың ережелерін қозғамайды.



**8-бап**

**ТЕҢІЗ ЖӘНЕ ӘУЕ КӨЛІГІ**

1. Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорны теңіз немесе әуе кемелерін халықаралық тасымалда пайдаланудан алған пайдаға осы Мемлекетте ғана салық салынады. Мұндай пайда кәсіпорынның теңіз немесе әуе кемелерін халықаралық тасымалда пайдалануға қарағанда қосалқы қызметтен алған табысын қамтиды.

2. Егер теңіз тасымалдары кәсіпорнының тиімді басқару орны кеменің бортында орналасқан болса, онда ол кеме бекітілген порт орналасқан Уағдаласушы Мемлекетте немесе, егер мұндай бекітілген порт жоқ болса, теңіз кемесінің операторы резиденті болып табылатын Уағдаласушы Мемлекетте орналасан болып есептеледі.

3. I-тармақтың ережелері сондай-ақ пулға, бірлескен кәсіпорынға немесе халықаралық операциялық агенттікке қатысудан алынған пайдаға да қолданылады.

**9-бап**

**АССОЦИАЦИЯЛАНҒАН КӘСІПОРЫНДАР**

1. Мына жағдайларда:

а) Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорны басқа Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорнының басқаруына, бақылауына немесе капиталына тікелей немесе жанама түрде қатысқанда; немесе

б) бір ғана тұлғалар Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорны мен басқа Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорнының басқаруына, бақылауына немесе капиталына тікелей немесе жанама түрде қатысқанда, және әрбір жағдайда екі кәсіпорын арасындағы коммерциялық және қаржы қатынастарында тәуелсіз кәсіпорындар арасында біреуінің алуы мүмкін жағдайлардан өзгеше жағдайлар жасалса немесе орнықса, онда олардың біреуі алмаған, бірақ осы жағдайлардың болуына байланысты оған есептелмеген кез келген пайда осы кәсіпорынның пайдасына енгізіліп, оған тиісінше салық салынуы мүмкін.

2. Уағдаласушы Мемлекет басқа Уағдаласушы Мемлекет кәсіпорнының осы басқа Мемлекетте салық салынатын пайдасын осы Мемлекет кәсіпорнының пайдасына қосып, тиісінше салық салса және осылайша қосылған пайда екі кәсіпорынның арасында қалыптасқан жағдайлар тәуелсіз екі кәсіпорын арасындағыдай болған

жағдайының өзінде бірінші аталған Мемлекеттің көсіпорны алған пайда болса, онда осы басқа Мемлекет осы пайдадан алынатын салық сомасына, егер осы Мемлекет түзетулерді орынды деп қарастырса, тиісті түзетулер енгізуі тиіс. Мұндай түзетуді айқындау кезінде осы Конвенцияның басқа ережелері тиісті дәрежеде ескерілуі тиіс, ал Уағдаласушы Мемлекеттердің құзыретті органдары қажет болған жағдайда бір-бірімен ақылдасып отырады.

## 10-бап

### ДИВИДЕНДТЕР

1. Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті болып табылатын компанияның басқа Уағдаласушы Мемлекеттің резидентіне төлейтін дивидендтеріне осы басқа Мемлекетте салық салынуы мүмкін.

2. Алайда мұндай дивидендтерге сондай-ақ дивидендтер төлейтін компания резиденті болып табылатын Уағдаласушы Мемлекетте де осы Мемлекеттің заңдарына сәйкес салық салынуы мүмкін, бірақ дивидендтер алушы оның нақты иесі болса, онда осылайша алынатын салық:

а) егер дивидендтер төлейтін компания капиталының кемінде 10 процентін тікелей немесе жанама түрде иеленіп отырған компания дивидендтердің нақты иесі болса, оның жалпы сомасының 5 процентінен;

б) қалған жағдайлардың барлығында дивидендтердің жалпы сомасының 15 процентінен аспайтын болады.

Бұл тармақтың компанияның дивидендтер төленіп отырған пайдасына салық салуға қатысы жоқ.

3. Францияның резиденті болып табылатын компания төлейтін дивидендтерді алушы Қазақстанның резиденті осындай дивидендтерге қатысты алдын ала жасалған төлемді компания шын мәнінде қандай дәрежеде төлесе, оны сондай дәрежеде қайтарып ала алады. Қайтарылып алынған алдын ала төлем осы Конвенцияның мақсаттары үшін дивиденд болып есептеледі. Оған 2-тармақтың ережелеріне сәйкес Францияда салық салынуы тиіс.

4. "Дивидендтер" термині акциялардан, тау-кен өнеркәсібінің акцияларынан немесе құқықтарынан ("жупссанс"), құрылтайшылардың акцияларынан немесе қарыздық талаптар болып табылмайтын басқа да құқықтардан, пайдаға қатысудан алынатын табысты, сондай-ақ пайданы бөлетін компания резиденті болып табылатын Мемлекеттің салық заңдары бойынша бөлінім ретінде қарастырылатын табысты білдіреді. "Дивидендтер" термині 16-Бапта ескертілген табысты қамтымайды деп түсініледі.

5. Егер дивидендтердің нақты иесі Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті бола отырып, дивидендтер төлейтін компания резиденті болып табылатын басқа Уағдаласушы Мемлекетте сонда орналасқан тұрақты мекеме арқылы кәсіпкерлік қызметпен айналысса немесе осы басқа Мемлекетте сонда орналасқан тұрақты базадан тәуелсіз жеке қызметтер көрсетсе және төленіп жүрген дивидендтерге қатысы бар қатысу үлесі шын мәнінде осындай тұрақты мекемемен немесе тұрақты базамен байланысты болса, 1, 2 және 3-тармақтардың ережелері қолданылмайды. Мұндай жағдайда ретіне қарай 7-Баптың немесе 14-Баптың ережелері қолданылады.

6. Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті болып табылатын компания басқа Уағдаласушы Мемлекеттен пайда немесе табыс алып тұрса, осы басқа Мемлекет, мұндай дивидендтер осы басқа Мемлекеттің резидентіне төленетін немесе төленіп жүрген дивидендтерге қатысы бар қатысу үлесі шын мәнінде осы басқа Мемлекетте орналасқан тұрақты мекемеге немесе тұрақты базаға жататын жағдайлардан басқа кезде, компания төлейтін дивидендтерде сшқандай салықты алмауға мүмкіндігі жоқ, тіпті төленетін дивидендтер немесе бөлінбеген пайда толық немесе ішінара осы басқа Мемлекетге пайда болатын пайдадан немесе табыстан құралған күннің өзінде компанияның бөлінбеген пайдасына бөлінбеген пайдаға салынатын салық сала алмайды.

7. Уағдаласушы Мемлекет резиденті кәсіпорнының басқа Уағдаласушы Мемлекетте орналасқан тұрақты мекеме арқылы алған пайдасына 7-Баптың ережелеріне сәйкес салық салынғаннан кейін және осы тұрақты мекемеге кері инвестицияланған кез келген соманы шегеріп тастағаннан кейін қалған сомаға осы басқа Мемлекетте салық салынуы мүмкін, бірақ осылайша алынатын қосымша салық осы Баптың 2-тармағының а) тармақшасында көзделген ставкадан аспауы керек.

## 11-бап

### ПРОЦЕНТТЕР

1. Уағдаласушы Мемлекетте пайда болатын және басқа Уағдаласушы Мемлекеттің резидентіне төленетін проценттерге осы басқа Мемлекетте салық салынуы мүмкін.

2. Алайда мұндай проценттерге сондай-ақ олар пайда болатын Уағдаласушы Мемлекеттің заңдарына сәйкес осы Мемлекетте де салық салынуы мүмкін, бірақ егер проценттер алушы оның нақты иесі болса, онда осылайша алынатын салық проценттердің жалпы сомасының 10 процентінен аспайтын болады.

3. 2-тармақтың ережелеріне қарамастан, егер проценттерді алушы оның нақты иесі болса және мына шарттардың бірі орындалса:

а) мұндай алушы Уағдаласушы Мемлекет, оның саяси-әкімшілік бөлімшелерінің немесе жергілікті үкімет органдарының бірі немесе көпшілік құқық секторына қатысы бар заңды тұлғалары болып табылса; соның ішінде осы Мемлекеттің орталық банкіні қоса алғанда, немесе мұндай процентті осы Мемлекеттердің, бөлімшелердің, өкімет органдарының немесе көпшілік құқық секторына қатысы бар заңды тұлғалардың бірі төлесе; немесе

б) мұндай проценттер кез келген борыш талабына немесе Франция жағдайында COFACE не Қазақстан жағдайында осыған ұқсас ұйым кепілдік берген яки сақтандырған кредитке қатысты төленсе, кез келген мұндай процентке, 1-тармақта ескертілгеніндей, проценттер алушы резиденті болып табылатын Уағдаласушы Мемлекетте ғана салық салынуы тиіс.

4. "Проценттер" термині осы Бапта пайдаланғанда кепілмен қамтамасыз етілген немесе қамтамасыз етілмеген және борышқордың пайдаларына қатысуға құқық беретін немесе бермейтін кез келген түрдегі борыш талаптарынан алынған табысты және, атап айтқанда, үкіметтің бағалы қағаздарынан алынған табыс пен облигациялардан немесе борыш міндеттемелерінен алынған табысты, соның ішінде осы бағалы қағаздар, облигациялар немесе борыш міндеттемелері бойынша алынған сыйақылар мен ұтыстарды білдіреді. Уақытылы төленбеген төлемдер үшін айыппұлдар осы Баптың мақсаттары үшін проценттер ретінде қарастырылмайды. "Проценттер" термині 10-Баптың ережелері бойынша дивидендтер ретінде қарастырылатын кез келген табыс түрлерін қамтымайды.

5. Егер проценттердің нақты иесі Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті бола отырып, проценттер пайда болатын басқа Уағдаласушы Мемлекетте сонда орналасқан тұрақты мекеме арқылы кәсіпкерлік қызметпен айналысса немесе осы басқа Мемлекетте сонда орналасқан тұрақты базадан тәуелсіз жеке қызметтер көрсетсе, ал төленетін проценттерге қатысты борыш міндеттемесі шын мәнінде осындай тұрақты мекемеге немесе тұрақты базаға қатысты болса, 1, 2 және 3-тармақтардың ережелері қолданылмайды. Мұндай жағдайда ретіне қарай 7-Баптың немесе 14-Баптың ережелері қолданылады.

6. Егер проценттер төлеуші Уағдаласушы Мемлекеттің өзі, саяси-Әкімшілік бөлімшесі, жергілікті өкімет органы немесе осы Мемлекеттің резиденті болса, олар осы Мемлекетте пайда болған деп есептеледі. Алайда егер проценттер төлеуші тұлға Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті ме, жоқ па - осыған қарамастан Уағдаласушы Мемлекетте тұрақты мекемесі немесе тұрақты базасы болса, соларға байланысты проценттер төленетін қарыз туындаса және мұндай проценттерді осы тұрақты мекеме немесе тұрақты база төлейтін болса, онда проценттер тұрақты мекеме немесе тұрақты база орналасқан Мемлекетте пайда болған деп есептеледі.

7. Егер проценттер төлеуші мен оның нақты иесі арасындағы немесе сол екеуі мен қандай да болсын басқа бір тұлға арасындағы арнайы қатынастарға байланысты борыш талабына қатысты және соның негізінде төленетін проценттер сомасы осындай қатынастар болмай тұрғанда проценттер төлеуші мен олардың нақты иесі арасында келісілуі мүмкін сомадан асып кетсе, онда осы Баптың ережелері тек соңғы аталған сомаға ғана қолданылады. Бұл жағдайда төлемнің басы артық бөлігіне осы Конвенцияның басқа ережелерін тиісінше ескере отырып, әрбір Уағдаласушы Мемлекеттің заңдарына сәйкес салық салынады.

8. Егер төленіп отырған проценттерге қатысты борыш талабы негізінен осы Баптан артықшылық алу мақсаты үшін жасалса немесе соған берілген болса, осы Баптың ережелері қолданылмайды.

## 12-бап

### РОЯЛТИ

1. Уағдаласушы Мемлекетте пайда болатын және басқа Уағдаласушы Мемлекеттің резидентіне төленетін роялтиге осы басқа Мемлекетте салық салынуы мүмкін.

2. Алайда мұндай роялтиге, сондай-ақ ол пайда болатын Уағдаласушы Мемлекетте де осы Мемлекеттің заңдарына сәйкес салық салынуы мүмкін, бірақ егер роялти алушы оның нақты иесі болса, онда осылайша алынатын салық роялтидің жалпы сомасының 10 процентінен аспауы тиіс.

3. "Роялти" термині осы Бапта пайдаланғанда Әдеби шығармаларға, көркем немесе ғылым жұмысқа, соның ішінде кинематографиялық фильмдерге, қандай да бір патентке, сауда маркасына, дизайнға немесе үлгіге, жоспарға, құпия формулаға яки процеске берілетін қандай да бір авторлық құқықты пайдаланғаны үшін яки оны пайдалану құқығын бергені үшін немесе өнеркәсіптік, коммерциялық яки ғылыми тәжірибеге (ноу-хау) қатысты ақпарат үшін сыйақы ретінде алынған қандай да бір төлем түрін және өнеркәсіптік, коммерциялық немесе ғылыми жабдықтарды пайдаланғаны үшін немесе пайдалану құқығы үшін төлемдерді білдіреді.

4. Осы Баптың тармағының ережелеріне қарамастан, осы Баптың 3-тармағында айтылған өнеркәсіптік, коммерциялық немесе ғылыми жабдықтарды пайдаланғаны үшін не пайдалану құқығы үшін төленетін төлемдердің нақты алушысы роялти пайда болатын Уағдаласушы Мемлекеттегі салық салудың кез келген жылында осы Мемлекетте пайда болатын роялти сомасын, мұндай роялти 7-Бап бойынша кәсіпкерлік пайда болғандай етіп, таза күйіндегі вариантты таңдай алады. Мұндай жағдайда осы Баптың 2-тармағында көзделген салық ставкасы қолданылмайды.

5. Егер роялтидің нақты иесі Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті бола отырып, роялти пайда болған басқа Уағдаласушы Мемлекетте сонда орналасқан тұрақты мекеме арқылы кәсіпкерлік қызметпен айналысса немесе осы басқа Мемлекетте сонда орналасқан тұрақты базадан тәуелсіз жеке қызметтер көрсетсе және төленетін роялтиге қатысты құқық немесе мүлік шын мәнінде осындай тұрақты мекемемен немесе тұрақты базамен байланысты болса, 1-тармақтың ережелері қолданылмайды. Мұндай жағдайда ретіне қарай 7-Баптың немесе 14-Баптың ережелері қолданылады.

6. Роялти төлеуші Уағдаласушы Мемлекеттің өзі, саяси-әкімшілік бөлімшесі, жергілікті әкімет органы немесе осы Мемлекеттің резиденті болған жағдайда ол осы Уағдаласушы Мемлекетте пайда болған деп есептеледі. Алайда егер роялти төлеуші тұлға Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті ме, жоқ па - осыған қарамастан Уағдаласушы Мемлекетте тұрақты мекемесі немесе тұрақты базасы болса, соларға байланысы бар құқыққа қатысты роялти төлеу міндеттемесі туындаса және мұндай роялтиді осы тұрақты мекеме немесе тұрақты база төлейтін болса, онда мұндай роялти тұрақты мекеме немесе тұрақты база орналасқан Мемлекетте пайда болған деп есептеледі.

7. Роялти төлеуші мен оның нақты иесі арасында немесе сол скеуі мен қандай да болсын басқа бір тұлға арасында арнайы қатынастар болуына байланысты пайдалануға, құқыққа немесе ақпаратқа қатысты төленетін роялтидің сомасы осындай қатынастар болмай тұрғанда роялти төлеуші мен оның нақты иесі арасында келісіле алатындай сомадан асып кеткен жағдайда, осы Баптың ережелері тек соңғы аталған сомаға ғана қолданылады. Бұл жағдайда төлемнің басы артық бөлігіне осы Конвенцияның басқа ережелерін тиісінше ескере отырып, әрбір Уағдаласушы Мемлекеттің заңдарына сәйкес салық салынады.

8. Егер роялтидің пайда болуына әкелетін құқық негізінен осы Баптың артықшылықтарын алу мақсаты үшін құрылса немесе берілсе, Конвенцияның ережелері қолданылмайды.

### 13-бап

#### МҮЛІК ҚҰНЫНЫҢ ӨСІМІНЕН АЛЫНАТЫН ТАБЫСТАР

1. (a) Жылжымайтын мүлікті шеттетуден алынған табыстарға, 6-Бапта айқындалғанындай, осындай жылжымайтын мүлік орналасқан Уағдаласушы Мемлекетте салық салынуы мүмкін.

(b) Активтері, негізінен алғанда, тікелей немесе бір яки басқа бір компаниялар арасындағы өзара қарым-қатынастар арқылы Уағдаласушы Мемлекетте орналасқан жылжымайтын мүліктен немесе осындай жылжымайтын мүлікке байланысты құқықтардан тұратын

компаниядағы, трастағы немесе осындай ұйымдағы активтерді немесе басқа да құқықтарды шеттетуден алынатын табыстарға осы Мемлекетте салық салынуы мүмкін. Осы ереженің мақсаттары үшін осындай компанияның, трастың немесе осындай ұйымның өнеркәсіптік, коммерциялық немесе ауыл шаруашылық қызметіне немесе оның тәуелсіз жеке қызметтер көрсетуіне қатысты жылжымайтын мүлік есепке алынбайды.

2. Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорны басқа Уағдаласушы Мемлекетте иеленіп отырған тұрақты мекеменің кәсіпкерлік мүлкінің бір бөлігін құрайтын жылжымалы мүлікті шеттетуден немесе тәуелсіз жеке қызметтер көрсету мақсаттары үшін Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті басқа Уағдаласушы Мемлекетте иеленіп отырған тұрақты базаға қатысты жылжымалы мүліктен алынатын табыстарға, соның ішінде осындай тұрақты мекемені (жеке өзін немесе бүкіл кәсіпорынмен қоса) яки осындай тұрақты базаны шеттетуден алынатын осындай табыстарға осы басқа Мемлекетте салық салынуы мүмкін.

3. Уағдаласушы Мемлекет кәсіпорнының кәсіпкерлік мүлкінің бір бөлігін құрайтын және осындай кәсіпорын халықаралық тасымалда пайдаланатын теңіз немесе өуе кемелерінен немесе осындай теңіз яки өуе кемелерін пайдалануға қатысты жылжымалы мүліктен тұратын мүлікті шеттетуден алынатын табыстарға осы Уағдаласушы Мемлекетте ғана салық салынады.

4. 1, 2 және 3-тармақтарда ескертілгендерден өзге кез келген мүлікті шеттетуден алынатын табыстарға мүлікті шеттетуші тұлға резиденті болып табылатын Уағдаласушы Мемлекетте ғана салық салынады.

#### 14-бап

### ТӘУЕЛСІЗ ЖЕКЕ ҚЫЗМЕТТЕР

I. Уағдаласушы Мемлекеттер резиденті кәсіптік қызметтерге немесе тәуелсіз сипаттағы басқа да қызметке қатысты алуан табысқа, мұндай табысқа сондай-ақ басқа Уағдаласушы Мемлекетте де салық салынуы мүмкін мынадай жағдайларды қоспағанда:

а) егер оның өз қызметімен айналысу мақсаттары үшін осы басқа Мемлекетте тұрақты негіздегі тұрақты базасы бар болса; бұл жағдайда табыстың осы тұрақты базаға қатысты бөлігіне ғана осы басқа Мемлекетте салық салынуы мүмкін;

б) егер оның осы басқа Мемлекетте болуы тиісті салық жылында жалпы ұзақтығы 183 күн болатын немесе содан асатын кезеңге немесе кезеңдер бойы созылса; бұл жағдайда табыстың ол осы

басқа Мемлекетте айналысқан қызметтен алынған бөлігіне ғана осы басқа Мемлекетте салық салынуы мүмкін.

2. "Кәсіптік қызметтер" термині, атап айтқанда, тәуелсіз ғылыми, Әдеби, артистік, білім беру немесе оқытушылық қызметтерді, сондай-ақ дәрігерлердің, заңгерлердің, инженерлердің, сәулетшілердің, тіс дәрігерлерінің және бухгалтерлердің тәуелсіз қызметтерін қамтиды.

## 15-бап

### ТӘУЕЛДІ ЖЕКЕ ҚЫЗМЕТТЕР

1. 16, 18, 19 және 20-Баптардың ережелерін ескере отырып, Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті жалдамалы жұмысқа байланысты алған ырзық ақыға, жалақыға және басқа да осындай сыйақыларға, егер тек осындай жалдамалы жұмыс басқа Уағдаласушы Мемлекетте атқарылмаса, осы Мемлекетте ғана салық салынады. Егер жалдамалы жұмыс осылайша атқарылған болса, ол жақтан алынған осындай сыйақыға осы басқа Мемлекетте салық салынуы мүмкін.

1-тармақтың ережелеріне қарамастан, Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті басқа Уағдаласушы Мемлекетте атқарылатын жалдамалы жұмысқа байланысты алған сыйақыға тек бірінші аталған Мемлекетте ғана салық салынады.

2. Егер:

а) сыйақы алушы тиісті салық жылында басталатын немесе аяқталатын кез келген реттегі 12 айға созылған кезеңде жалпы ұзақтығы 183 күннен аспайтын кезең немесе кезеңдер бойы басқа Мемлекетте тұрып жатса, және

б) сыйақыны басқа Мемлекеттің резиденті болып табылмайтын жалдаушы төлесе немесе ол жалдаушының атынан төленсе, және

с) сыйақыны жалдаушының басқа Мемлекетте ие болып отырған тұрақты мекемесі немесе тұрақты базасы төлемесе,

3. Осы Баптың осының алдындағы ережелеріне қарамастан Уағдаласушы Тараптың кәсіпорны халықаралық тасымалда пайдаланылатын теңіз немесе әуе кемесінің бортында атқарылатын жалдамалы жұмысқа қатысты алынған сыйақыға осы Мемлекетте салық салынуы мүмкін.



**16-бап**

**ДИРЕКТОРЛАРДЫҢ СЫЙАҚЫЛАРЫ**

Басқа Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті болып табылатын компанияның директорлар кеңесінің мүшесі ретінде Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті алған директорлардың сыйақыларына және басқа да осындай төлемдерге осы басқа Мемлекетте салық салынуы мүмкін.

**17-бап**

**Артистер және спортшылар**

1. 14 және 15-Баптардың ережелеріне қарамастан, Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті театр, кино, радио немесе теледидар артисі немесе сазгер секілді өнер қызметкері ретінде немесе спортшы ретінде өзінің басқа Уағдаласушы Мемлекетте айналысатын жеке қызметінен алған табысқа осы басқа Мемлекетте салық салынуы мүмкін.

2. Егер өнер қызметкерінің немесе спортшының өзінің осы тұрпатында атқаратын жеке қызметіне қатысты табысы өнер қызметкерінің немесе спортшының өзіне емес, басқа адамға есептелсе, онда осы табысқа 7, 14 және 15-Баптардың ережелеріне қарамастан өнер қызметкерінің немесе спортшының қызметі жүзеге асырылған Уағдаласушы Мемлекетте салық салынуы мүмкін.

3. 1-тармақтың ережелеріне қарамастан, Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті өнер қызметкері немесе спортшы ретіндегі өзінің басқа Уағдаласушы Мемлекетте айналысатын жеке қызметінен алған табысқа, егер басқа Уағдаласушы Мемлекеттегі мұндай қызметке негізінен алғанда бірінші аталған Мемлекеттің қоғамдық қорлары немесе оның саяси-әкімшілік бөлімшесінің яки жергілікті өкімет органының не олардың көпшілік құқық секторына қатысы бар заңды тұлғалары қолдау көрсетіп отырса, бірінші аталған Мемлекетте ғана салық салынады.

4. 2-тармақтың ережелеріне қарамастан, өнер қызметкері немесе спортшы болып табылатын Уағдаласушы Мемлекеттің резидентінің өзінің осы тұрпатында басқа Уағдаласушы Мемлекетте атқаратын жеке қызметіне қатысты табысы өнер қызметкерінің немесе спортшының өзіне емес, басқа адамға есептелсе 7, 14 және 15-Баптардың ережелеріне қарамастан осы табысқа, егер осы басқа адамға негізінен алғанда осы Мемлекеттің қоғамдық қорлары немесе оның саяси-әкімшілік бөлімшесінің яки жергілікті өкімет органының не олардың көпшілік құқық секторына қатысы бар заңды тұлғалары қолдау көрсетіп отырса, бірінші аталған Мемлекетте ғана салық салынады.

**18-бап**

**ЗЕЙНЕТАҚЫЛАР ЖӘНЕ БАСҚА ДА ТӨЛЕМДЕР**

1. 19-Баптың 2-тармағының ережелері қолданылатын жағдайларды қоспағанда, Уағдаласушы Мемлекеттің резидентіне өткендегі атқарған жұмысы үшін төленетін зейнетақылар мен басқа да осындай сыйақыларға және осындай резидентке төленетін кез келген аннуитетке тек осы Мемлекетте ғана салық салынады.

2. "Аннуитет" термині ақшалай немесе ақшамен есептелетін баламалы және толық сыйақы орнына төлем төлеу міндеттемесі болғанда жеке тұлғаға өмір бойы немесе белгілі бір яки белгіленетін уақыт кезеңі бойы белгіленген мерзімде жүйелі түрде төленіп тұратын белгіленген соманы білдіреді.

**19-бап**

**МЕМЛЕКЕТТІК ҚЫЗМЕТ ҮШІН СЫЙАҚЫЛАР**

1. а) Уағдаласушы Мемлекет немесе оның саяси-әкімшілік бөлімшесі яки жергілікті өкімет органы осы Мемлекетке, бөлімшеге немесе өкімет органына көрсетілетін қызметтерге қатысты жеке тұлғаға төлейтін зейнетақыдан өле сыйақыға тек осы Мемлекетте ғана салық салынады.

б) Алайда жеке тұлға осы Мемлекеттің резиденті әрі азаматы болса және сондай-ақ бірінші аталған Мемлекеттің азаматы болмаса, мұндай зейнетақыға басқа Уағдаласушы Мемлекетте ғана салық салынады.

2. а) Уағдаласушы Мемлекет немесе оның саяси-әкімшілік бөлімшесі яки жергілікті өкімет органы немесе олар құрған қорлардан жеке тұлғаға осы Мемлекет, бөлімше яки өкімет органы үшін жүзеге асыратын қызметіне қатысты төленетін кез келген зейнетақыға осы Мемлекетте ғана салық салынады.

б) Алайда егер жеке тұлға осы Мемлекеттің резиденті әрі ұлттық тұлғасы болса, мұндай зейнетақыға тек басқа Уағдаласушы Мемлекетте ғана салық салынады.

3. 15, 16 және 18-Баптардың ережелері Уағдаласушы Мемлекет немесе оның саяси-әкімшілік бөлімшесі яки жергілікті өкімет органы айналысатын кәсіпкерлік қызметке байланысты көрсетілетін қызметке қатысты сыйақылар мен зейнетақыларға қолданылады.

20-бап

СТУДЕНТТЕР

1. Уағдаласушы Мемлекетке келердің нақ алдында басқа Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті болып табылатын немесе болған және бірінші аталан Мемлекетте тек қана білім алу немесе даярлықтан өту мақсатында тұрып жатқан студент немесе оқушы өзінің қажеті, оқуы немесе даярлықтан өтуі үшін алатын төлемдерге, мұндай төлемдер осы Мемлекеттен тыс жерлердегі көздерден төленген жағдайда, осы Мемлекетте салық салынбайды.

2. Уағдаласушы Мемлекет немесе оның жергілікті өкімет органы яки осы Мемлекеттің көпшілік құқық секторына қатысы бар заңды тұлғалары немесе өкімет органы жске тұлғаға оқытушы немесе зерттеуші ретінде төлейтін сыйақыға тек осы Мемлекетте ғана салық салынады.

21-бап

БАСҚА ТАБЫСТАР

1. Осы Конвенцияның мұның алдындағы Баптарына байланысы жоқ, іс жүзінде Уағдаласушы Мемлекеттің резидентіне тиесілі табыс түрлеріне олар қайда пайда болса да тек осы басқа Мемлекетте ғана салық салынады.

2. 6-Баптың 2-тармағында айқындалғанындай, жылжымайтын мүліктен алынатын табыстан өзге табысқа, егер мұндай табысты нақты алушы Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті бола отырып, басқа Уағдаласушы Мемлекетте сонда орналасқан тұрақты мекеме арқылы кәсіпкерлік қызметпен айналысса немесе осы басқа Мемлекетте сонда орналасқан тұрақты базадан тәуелсіз жеке қызметтер көрсетсе және төленіп отырған табысқа қатысы бар құқық немесе мүлік шын мәнінде осындай тұрақты мекемеге немесе тұрақты базаға қатысты болса, 1-тармақтың ережелері қолданылмайды. Бұл жағдайда ретіне қарай 7-Баптың немесе 14-Баптың ережелері қолданылады.

22-бап

МҮЛІК

1. (а) 6-бапта айтылған жылжымайтын мүлік түрінде ұсынылған, Уағдаласушы Мемлекет резидентінің меншігі болып табылатын және басқа Уағдаласушы Мемлекетте орналасқан мүлікке осы басқа Мемлекетте салық салынуы мүмкін.

(б) Активтері негізінен алғанда тікелей немесе бір яки басқа бір компаниялар арасындағы өзара қарым-қатынастар арқылы Уағдаласушы Мемлекетте орналасқан жылжымайтын мүліктен немесе осындай

жылжымайтын мүлікке байланысты құқықтардан тұратын компанияның, трастық немесе осындай ұйымның акциялары не басқа құқықтары түрінде ұсынылған мүлікке осы Мемлекетте салық салынуы мүмкін. Осы ереженің мақсаттары үшін осындай компанияның, трастық немесе осындай ұйымның өнеркәсіптік, коммерциялық немесе ауыл шаруашылық қызметіне немесе оның тәуелсіз жеке қызметтер көрсетуіне қатысты жылжымайтын мүлік есепке алынбайды.

2. Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорны басқа Уағдаласушы Мемлекетте иеленіп отырған тұрақты мекеменің кәсіпкерлік мүлкінің бір бөлігін құрайтын жылжымалы мүлік немесе тәуелсіз жеке қызметтер көрсету мақсаттары үшін Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті басқа Уағдаласушы Мемлекетте қарамағында ұстап отырған тұрақты базаға қатысты жылжымалы мүлік түрінде ұсынылған мүлікке осы басқа Мемлекетте салық салынуы мүмкін.

3. Уағдаласушы Мемлекет кәсіпорнының кәсіпкерлік мүлкінің бір бөлігін құрайтын және осы кәсіпорын халықаралық тасымалда пайдаланатын теңіз және әуе кемелерінен тұратын мүлік түрінде және осындай теңіз және әуе кемелерін пайдалануға қатысты жылжымалы мүлік түрінде ұсынылған мүлікке тек осы Мемлекетте ғана салық салынады.

4. Уағдаласушы Мемлекет резиденті мүлкінің барлық басқа элементтеріне осы Мемлекетте ғана салық салынады.

#### 23-бап

### ҚОСАРЛАНҒАН САЛЫҚ САЛУДЫ ЖОЮ

1. Франция жағдайында қосарланған салық салу былай жойылады:

а) осы Конвенцияның басқа ережелеріне тәуелсіз, Қазақстанда салық салынатын немесе тек қана Қазақстаннан басқа жерде салық салынбайтын табыс осы Конвенцияның ережелеріне сәйкес, осындай табыс Францияның ішкі заңдарына сәйкес корпоративтік салықтан босатылмаған жағдайларда француз салығын санау үшін есепке қабылданады. Мұндай жағдайда Қазақстан салығы осындай табыстан шегерілмейді, бірақ нақты табыс алушы (i) және (ii) тармақшаларда ескертілген шарттар мен шектеулерге сәйкес француз салығына қатысты салық есептемесіне құқығы болады. Мұндай салық есептемесі:

(i) (ii) тармақшасында айтылған табыстан өзге табыс жағдайында, табыс алушы осындай табысқа қатысты Қазақстанда салық салуға ұшыраған жағдайда, осындай табысқа қатысты француз салығы сомасына;

(ii) 7-бапта және 13-баптың 2-тармағында айтылған француз корпоративтік салығы салынатын табысқа қатысты және 10, 11, 12-

баптарда, 13-баптың 1-тармағында, 15-баптың 3-тармағында, 16-бапта және 17-баптың 1 және 2-тармақтарында аталған табысқа қатысты осы баптардың ережелеріне сәйкес Қазақстанда төленген салық сомасына тең болады; алайда бұл салық есептемесі аталған табыстарға сәйкес француз салығының сомасынан аспауы керек;

б) 22-Баптың 1 және 2-тармақтарына сәйкес Қазақстанда салық салынуы мүмкін мүлікті иеленіп отырған Францияның резидентіне сондай-ақ осындай мүлікке қатысты Францияда да салық салынады. Француз салығы Қазақстанда төленген, осы мүлікке салынатын салық сомасына тең салық есептемесін беру арқылы есептеп шығарылады. Алайда мұндай салық есептемесі осындай мүлікке қатысты француз салығы сомасынан аспауы тиіс.

с) (i) "Осындай табысқа қатысты француз салығы сомасы" термині а) тармақшасында пайдаланғанда мынаны білдіреді деп түсініледі:

- осындай табысқа салынатын салық тепе-тең ставканы қолдану арқылы есептелгенде тиісті таза табыс сомасы осындай табысқа қатысты іс жүзінде қолданылып жүрген ставкаға көбейтіледі;

- осындай табысқа салынатын салық озық тәсілді қолдану арқылы есептелгенде тиісті таза табыс сомасы француз заңдарына сәйкес салық салынатын барлық таза табысқа іс жүзінде төленіп отырған салықтың осы жалпы таза табыс сомасына қатысынан алынатын ставкаға көбейтіледі.

Осы пайымдау "осындай мүлікке қатысты француз салығы сомасы" терминін б) тармақшасында пайдаланғанда да осылайша қолданылатын болады.

(ii) "Қазақстанда төленген салық сомасы" термині а) және б) тармақшаларында пайдаланғанда Конвенцияның ережелеріне сәйкес қарастырылып отырған табыстың немесе мүліктің түрлеріне қатысты іс жүзінде және нақты алғанда Францияның резиденті болып табылатын олардың нақты алушысы немесе олардың нақты иегері төлейтін Қазақстан салығы сомасын білдіреді.

2. Қазақстан жағдайында қосарланған салық салу былай жойылады:

а) Қазақстанның резиденті осы Конвенцияның ережелеріне сәйкес Францияда салық салынуы мүмкін табыс тапса немесе мүлікті иеленсе, Қазақстан:

і) осы резиденттің табысына салынатын салықтан Францияда төленген табыс салығына тең соманы шегеріп тастауға;

ii) осы резиденттің мүлкіне салынатын салықтан Францияда төленген мүлікке салынатын салыққа тең соманы шегеріп тастауға рұқсат етеді;

Алайда мұндай шегеру кез келген жағдайда Қазақстанда онда қолданылып жүрген ставкалар бойынша нақ осындай табыстан немесе мүліктен алынатын салықтан аспауға тиіс.

б) Егер Қазақстанның резиденті осы Конвенцияның ережелеріне сәйкес тек Францияда ғана салық салынатын табыс тапса немесе мүлікті иеленсе, Қазақстан осы табысты немесе мүлікті салық салу базасына, бірақ Қазақстанда салық салынатын осындай басқа табысқа немесе мүлікке салынатын салық ставкасын айқындау мақсаттары үшін ғана енгізе алады.

## 24-бап

### КЕМСТІНЕС

1. Уағдаласушы Мемлекеттің ұлттық тұлғалары әсіресе резиденттікке қатысты нақ осындай жағдайларда осы басқа Мемлекеттің ұлттық тұлғалары ұшырайтын немесе ұшырауы мүмкін салық салуға және соған байланысты міндеттемелерге қарағанда өзгеше немесе анағұрлым ауыртпалықты кез келген салық салуға немесе соған байланысты қандай да бір тұлға қоюға ұшырамайтын болады. Бұл ереже сондай-ақ, 1-Баптың ережелеріне қарамастан, Уағдаласушы Мемлекеттердің бірінің немесе екеуінің де резиденттері болып табыламайтын тұлғаларға да қолданылады.

2. Уағдаласушы Мемлекеттің резиденттері болып табылатын азаматығы жоқ тұлғалар нақ осындай жағдайларда тиісті Мемлекеттің ұлттық тұлғалары ұшырайтын немесе ұшырауы мүмкін салық салуға немесе соған байланысты міндеттемелерге қарағанда өзгеше немесе анағұрлым ауыртпалықты қандай да бір салық салуға немесе соған байланысты кез келген міндеттемеге Уағдаласушы Мемлекеттердің еңқайсысында да ұшырамауы тиіс.

3. Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорны басқа Уағдаласушы Мемлекетте ие болып отырған тұрақты мекемеге салық салу нақ осындай қызметпен айналысатын осы басқа Мемлекеттің кәсіпорындарына салық салуға қарағанда осы басқа Мемлекетте қолайсыздау болмайды. Осы ереже Уағдаласушы Мемлекетті басқа Уағдаласушы Мемлекеттің резидентіне салық салу мақсаттары үшін озінің төл резиденттеріне олардың азаматтық мәртебесі немесе отбасылық міндеттемелері негізінде беретін қандай да бір жеке жеңілдіктер, салықтан босатулар мен кемітулер беруге міндеттейтіндей болып пайымдалмайды.

4. 9-Баптың 1-тармағының, 11-Баптың 8-тармағының немесе 12-Баптың 7-тармағының ережелері қолданылатын жағдайларды қоспағанда, Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорны басқа Уағдаласушы

Мемлекеттің резидентіне төлейтін проценттер, роялти және басқа төлемдер осындай кәсіпорынның салық салынатын пайдасын айқындау мақсатында олар бірінші аталған Мемлекеттің резидентіне қалай төленсе, нақ сондай жағдайларда немесе, мұның өзі кәсіпорын үшін неғұрлым қолайлы болса, Экономикалық Ұнтымақ және Даму ұйымының мүшесі болып табылатын үшінші Мемлекеттің резидентіне қалай төленсе, нақ сондай жағдайларда шегеріліп тасталуы тиіс. Осы секілді, Уағдаласушы Мемлекет кәсіпорынның басқа Уағдаласушы Мемлекеттің резидентіне кез келген қарызы осы кәсіпорынның салық салынатын мүлігін айқындау мақсатында олар аталған бірінші Мемлекеттің резидентінің қарызы қалай шегерілсе, нақ сондай жағдайларда шегеріліп тасталуы тиіс.

5. Капиталы басқа Уағдаласушы Мемлекеттің бір немесе бірнеше резиденттеріне толық немесе ішінара тиесілі немесе олар тікелей немесе жапана түрде бақылап отырған Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорындары бірінші аталған Мемлекеттің осындай кәсіпорындары ұшырайтын немесе ұшырауы мүмкін салық салуға және соған байланысты міндеттемелерге қарағанда өзгені немесе анағұрлым ауыртпалықты салық салуға немесе соған байланысты қандай да бір талап қоюға бірінші аталған Мемлекетте ұшырамауға тиіс.

6. Осы Баптың ережелері, 2-Баптың ережелеріне қарамастан, кез келген түрдегі және сипаттағы салықтарға қолданылады.

7. Егер осы Конвенциядан өзге, екі Уағдаласушы Мемлекеттер арасында жасалған Уағдаласушы Мемлекеттердің екеуі де қатысушылары болып табылатын кез келген екі жақты шарт немесе келісім кемсітпеу туралы немесе барынша қолайлы жағдай жасау туралы ережені қамтитын болса, ол ережелер салық мәселелерінде қолданылмайды деп түсініледі.

## 25-бап

### ӨЗАРА КЕЛІСІП АЛУ РӘСІМІ

1. Егер тұлға Уағдаласушы Мемлекеттердің бірінші немесе екеуінің де іс-әрекеттері оған осы Конвенцияның ережелеріне сәйкес келмейтін салық салуға душар етіп отыр немесе душар етеді деп есептесе, ол, осы Мемлекеттердің ішкі заңдарында көзделген қорғану құралдарына қарамастан, өзінің ісін өзі резиденті болып табылатын Уағдаласушы Мемлекеттің немесе, егер оның жағдайына 24-Баптың 1-тармағы қолданылатын болса, өзі азаматы болып табылатын Уағдаласушы Мемлекеттің құзыретті органдарының қарауына бере алады. Арыз Конвенцияның ережелеріне сәйкес емес салық салуға душар еткен іс-әрекеттер туралы алғашқы хабар тиген күннен бастап үш жыл ішінде берілуге тиіс.

2. Құзыретті орган, егер ол таланти орынды деп есептесе және өзі қанағаттанарлық шешімге келе алмаса, Конвенцияға сәйкес келмейтін салық салуды болғызбау мақсатында мәселені басқа Уағдаласушы Мемлекеттің құзыретті органымен өзара келісе отырып шешуге ұмтылады. Қол жеткен кез келген уағдаластық Уағдаласушы Мемлекеттердің ішкі заңдарында бар қандай да болсын уақыт шектеулеріне қарамастан орындалуға тиіс.

3. Уағдаласушы Мемлекеттердің құзыретті органдары Конвенцияны пайымдау немесе қолдану кезінде туындайтын кез келген қиындықтарды немесе күдіктерді өзара келісе отырып шешуге ұмтылады. Олар сондай-ақ Конвенцияда ескерілмеген жағдайларда қосарланған салық салуды жою үшін бір-бірімен ақылдаса алады.

4. Уағдаласушы Мемлекеттердің құзыретті органдары немесе олардың өкілдері осының алдындағы тармақтарды ұғысуда келісімге қол жеткізу мақсатында бір-бірімен тікелей байланыс жасай алады.

5. Уағдаласушы Тараптардың арасында жасалған қайсыбір екі жақты шарттан немесе келісімнен тәуелсіз, Уағдаласушы Мемлекеттер арасындағы салық мәселелері (сондай-ақ осы Конвенцияны қолдану мәселесі жөніндегі дау), егер құзыретті органдар басқасы туралы уағдаласпаса, тек қана осы Баптың ережелеріне сәйкес шешілетін болады.

6. Егер құзыретті органдар осы Баптың мұның алдындағы тармақтарына сәйкес келісімге қол жеткізе алмаса, құзыретті органдардың скеуі мен салық төлеуші келіскен жағдайда іс төрелік сотқа берілуі мүмкін, бұл үшін салық төлеуші төрелік комиссияның шешімі өзі үшін міндетті болатынына келісім беретінін жазбаша растауы керек. Құзыретті органдар төрелік рәсімді жүзеге асыру үшін қажетті ақпаратты төрелік комиссияға жария ете алады. Төрелік комиссияның шешімі осы іске қатысты салық төлеуші мен Мемлекеттің скеуі үшін міндетті болады. Рәсімдер, соның ішінде комиссияның құрамы құзыретті органдар арасында ақылдасып алынғаннан кейін Уағдаласушы Мемлекеттер арасында дипломатиялық арналар арқылы ноталар алмасу жолымен белгіленуі мүмкін. Дипломатиялық ноталар алмасуда айқындалған күнге дейін осы тармақтың ережелерінің күші болмайды.

## 26-бап

### АҚПАРАТ АЛМАСУ

1. Уағдаласушы Мемлекеттердің құзыретті органдары осы Конвенцияның ережелерін немесе салық салу Конвенцияға қайшы келмейтіндей дәрежеде Конвенция қолданылатын салықтарға қатысты Уағдаласушы Мемлекеттің ішкі заңдарын орындау үшін қажетті ақпарат алысып тұрады. Ақпарат алысу I-Баппен шектеліп қалмайды. Уағдаласушы Мемлекет алағын кез келген ақпарат осы



Мемлекеттің ішкі заңдарының шеңберінде алынған ақпарат секілді құпия болып есептеледі және Конвенция қолданылатын салықтарға баға берумен немесе оларды жинаумен, күштеп өндіріп алумен немесе сот арқылы қудалаумен яки осы салықтарға байланысты шағымдарды қараумен айналысатын адамдарға немесе органдарға ғана (соның ішінде соттар мен әкімшілік органдарына) жария етіледі. Мұндай адамдар немесе органдар ақпаратты осындай мақсаттар үшін ғана пайдалануы тиіс. Олар бұл ақпаратты ашық сот мәжілісі барысында немесе сот шешімдерін қабылдаған кезде хабарлай алады.

2. 1-баптың ережелері ешбір жағдайда Уағдаласушы Мемлекет:

а) осы немесе басқа Уағдаласушы Мемлекеттің заңдары мен әкімшілік практикасына қайшы келетін әкімшілік шараларын жүргізу;

б) осы немесе басқа Уағдаласушы Мемлекеттің заңдары бойынша немесе әдеттегі әкімшілік практикасы барысында алуға болмайтын ақпарат беру;

с) қандай да болсын коммерциялық, өнеркәсіптік немесе кәсіптік құпияны не сауда процесін ашуы мүмкін ақпарат немесе ашылуы мемлекеттік практикаға (қоғамдық тәртіпке) қайшы келуі мүмкін ақпарат беру міндеттемесін жүктейтіндей мағынада пайымдалмауы тиіс.

## 27-бап

### ДИПЛОМАТИЯЛЫҚ АГЕНТТЕР МЕН КОНСУЛДЫҚ ҚЫЗМЕТКЕРЛЕР

1. Осы Конвенцияда ешнәрсе де дипломатиялық және консулдық өкілдіктер мүшелерін және халықаралық ұйымдар жанындағы тұрақты өкілдіктер мүшелерінің халықаралық құқықтың жалпы нормаларында немесе арнаулы келісімдердің ережелеріне сәйкес берілген салық артықшылықтарын қозғамайды.

2. 4-Баптың ережелеріне қарамастан, басқа Уағдаласушы Мемлекетте немесе үшінші бір Мемлекетте орналасқан Уағдаласушы Мемлекеттің дипломатиялық және консулдық өкілдіктерінің, немесе тұрақты өкілдіктердің мүшесі болып табылатын жеке тұлға, егер ол өзінің жалпы табысы мен мүлкіне қатысты осы Мемлекеттің резиденттері тиісті болатын нақ сондай міндеттемелерге оны жіберіп отырған Мемлекетте де тиісті болса, Конвенцияның мақсаттары үшін өзін жіберіп отырған Мемлекеттің резиденті болып есептеледі.

3. Конвенция халықаралық ұйымдарға, олардың мекемелеріне немесе ресми адамдарына және Уағдаласушы Мемлекетте орналасқан әрі өзінің табысына немесе мүлкіне салық салуға қатысты осы Мемлекеттің резиденттері тиісті болатын нақ сондай міндеттемелерге

Уағдаласушы Мемлекеттердің бірінде тиісті болмайтын үшінші Мемлекеттің дипломатиялық және консулдық өкілдіктерінің немесе тұрақты өкілдіктердің мүшелері болып табылатын тұлғаларға қолданылмайды.

**28-бап**

**ҚОЛДАНЫЛУ ТӘСІЛІ**

Уағдаласушы Мемлекеттердің құзыретті органдары осы Конвенцияның ережелерін қолдану тәсілін айқындау жөніндегі ережелер мен рәсімдерді бірлесіп немесе бөлек-бөлек белгілей алады.

**29-бап**

**КҮШІНЕ ЕНУІ**

1. Әрбір Уағдаласушы Мемлекет осы Конвенцияның күшіне енуіне қажетті рәсімдердің аяқталуы туралы басқасын хабардар етеді. Конвенция осы хабарлардың соңғысы алынған күннен кейін келетін екінші айдың алғашқы күні күшіне енеді.

**2. Конвенция:**

а) 1996 жылдың 1 қаңтарынан бастап немесе содан кейін салық салынатын сомаларға қатысты табыс көзінен ұсталатын салықтарға;

б) жағдайға байланысты, 1996 жылдың 1 қаңтарынан бастап немесе содан кейін басталатын кез келген күнтізбелік жылға немесе есенгі кезеңге қатысты табыс бойынша көзден алынбайтын салықтарға;

с) 1996 жылдың 1 қаңтарынан бастап немесе содан кейін орын алатын салық оқиғасына салық салуға қатысты басқа да салықтарға қолданылады.

3. Француз Республикасы мен Қазақстан Республикасы арасында күшінде болған шартқа немесе келісімге енгізілген кез келген салық ережелері осы Конвенцияның ережелері күшіне енгенде күшін жояды.

**30-бап**

**ҚОЛДАНЫЛУ КҮШІН ТОҚТАТУ**

1. Осы Конвенция уақыты шектелмей күшінде қала береді. Конвенция күшіне енген күннен бастап күнтізбелік бес жылдық кезеңнен кейін екі Уағдаласушы Мемлекет кез келген күнтізбелік жылдың аяқталуынан тым балмағанда алты ай бұрын дипломатиялық

арналар арқылы хабарлама беру жолымен оның қолданылу күшін тоқтата алады.

2. Мұндай жағдайда Конвенция:

а) қолданылу күшін тоқтату туралы хабар жіберілген күнтізбелік жылдан кейінгі салық салынатын сомаға қатысты табыс өзінен ұсталатын салықтарға;

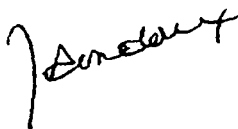
б) қолданылу күшін тоқтату туралы хабар жіберілген күнтізбелік жылдан кейін басталатын кез келген күнтізбелік жылға немесе есепті жағдайға байланысты табыс жөнінде табыс көзінен ұсталмайтын салықтарға;

с) қолданылу күшін тоқтату туралы хабар жіберілген күнтізбелік жылдан кейін орын алатын салық оқиғасына салық салуға қатысты басқа да салықтарға өзінің қолданылу күшін тоқтатады.

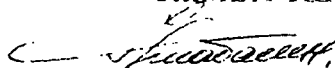
ОСЫНЫ КУӘЛАНДЫРУ РЕТІНДЕ тиісті өкілеттіктері бар төменде қол қоюшылар осы Конвенцияға қол қойды.

Париж қаласында 1998 жылғы ақпан айының \_\_\_\_ күні француз, қазақ және орыс тілдерінде екі дана етіп жасалды, барлық үш мәтіннің күші бірдей.

ФРАНЦУЗ  
РЕСПУБЛИКАСЫНЫҢ  
ҮКІМЕТІ ҮШІН



ҚАЗАҚСТАН  
РЕСПУБЛИКАСЫНЫҢ  
ҮКІМЕТІ ҮШІН



## Х А Т Т А М А

Француз Республикасының Үкіметі мен Қазақстан Республикасының Үкіметі арасындағы Табыс пен мүлікке қосарланған салық салуды болдырмау және салық төлеуден жалтаруға жол бермеу туралы конвенцияға қол қою рәсімі кезінде қол қоюшы тараптар Конвенцияның ажырамас бөлігін құрайтын мынадай ережелер туралы келісті:

1. 2-Баптың 3-тармағының а) тармақшасына қатысты ырзықақыға салынатын салық, Конвенцияның кәсіпкерлік қызметтен алынатын пайдаға немесе тәуелсіз жеке қызметтерден алынатын табысқа жағдайға байланысты қолданылатын ережелерімен реттеліп отырады.

2. 2, 4, 11, 12, 17 және 19-Баптарға қатысты "саяси-әкімшілік бөлімшелер" термині Қазақстанның саяси-әкімшілік бөлімшелерін білдіреді деп түсініледі.

3. 4-Бапқа қатысты "Уағдаласушы Мемлекеттің резиденті" термині Уағдаласушы Мемлекетте тиімді басқару орны бар кез келген серіктестікті және кез келген адамдар тобын және серіктестеріне немесе басқа да мүшелеріне онда олардың осындай серіктестік пен топтардағы құқықтарына немесе процентіне сәйкес келетін пайдаларының бір бөлігіне қатысты салық салынуға тиісті барлық акционерлерді қамтуы тиіс деп түсініледі.

4. 5-Баптың 3-тармағына қатысты, егер бүкіл жобаның орындалуын өзіне алып отырған кәсіпорын (бас контрактор) басқа кәсіпорынмен (субконтрактормен) осындай жобаның бөліктеріне кез келген субконтракт жасаса, субконтрактордың құрылыс алаңындағы жұмыста өткізген кезеңі бас контрактордың құрылыста өткізген уақыты ретінде қарастырылуы тиіс. Субконтрактордың өзі, егер оның қызмет алаңы ол жерде он екі айдан астамға созылса, тұрақты мекемені иеленеді.

5. 7-Бапқа қатысты:

а) 1-тармақты алғанда, тұрақты мекеме арқылы сатылған тауарлар яки бұйымдар секілді немесе соларға ұқсас тауарларды яки бұйымдарды сатудан немесе тұрақты мекеме арқылы жүзеге асырылған не соған ұқсас кәсіпкерлік қызметтен алынған пайда, егер тиісті операция тұрақты мекеме орналасқан Уағдаласушы Мемлекетте салық төлеуден жалтару

үшін қолға алынғаны дәлелденген жағдайда осы тұрақты мекемеге жатқызылатын пайда ретінде қарастырылуы мүмкін.

б) (i) Уағдаласушы Мемлекеттің кәсіпорны басқа Уағдаласушы Мемлекетте сонда орналасқан тұрақты мекеме арқылы тауарлар яки бұйымдар сатқан жағдайда немесе кәсіпкерлік қызметпен айналысқанда осы тұрақты мекеменің пайдасы кәсіпорын алған жалпы сома негізінде емес, тұрақты мекеменің осындай сауда-саттық немесе осындай кәсіпкерлік қызмет жөніндегі шын мәнісіндегі қызметіне жатқызылатын төлемдер негізінде ғана айқындалуы тиіс;

(ii) контракттар, әсіресе өнеркәсіптік, коммерциялық немесе ғылыми жабдықтарға не тұрақжайларға техникалық негізде қызмет көрсету, оларды жіберіп тұру, орнату не монтаждау немесе қоғамдық жұмыстар жөніндегі контракттар жағдайында кәсіпорынның тұрақты мекемесі бар болса, мұндай тұрақты мекеменің пайдасы контракттың жалпы сомасы негізінде емес, контракттың шын мәнісінде тұрақты мекеме жүзеге асырған бөлігі негізінде ғана айқындалуы тиіс. Кәсіпорынның тиімді басқару орны орналасқан Уағдаласушы Мемлекетте жүзеге асырылған контракттың бір бөлігіне байланысты пайдаға тек осы Мемлекетте ғана салық салынады.

6. Әрбір Уағдаласушы Мемлекет салық төлеушілерге Конвенцияда тек резиденттік алған Уағдаласушы Мемлекетте ғана салық салу көзделген жағдайларда табыс көзінен салық ұстамай-ақ, 10, 11 және 12-Баптарда қарастырылатын табыс алуға құқық беретін рәсімдерді белгілеуге ұмтылып отырады. Конвенцияда табысқа ол пайда болатын Мемлекетте салық салу көзделген жағдайда өрбір Мемлекет салық төлеушілерге табыс алып, одан Конвенцияда көзделген ставка бойынша салықты шегерін тастауға құқық беретін рәсімдер белгілеуге ұмтылып отырады.

Егер мәлімдемені салық төлеуші беретін болса, ішкі заңдарда көзделген ставка бойынша Уағдаласушы мемлекет көзінен ұсталған салықтан асып кеткен сома, егер бұл салық Конвенция баптарында көзделген салықтан асатын ставка бойынша ұсталса, уақытылы қайтарылуы тиіс.

Егер мәлімдемені салық төлеуші беретін болса, Уағдаласушы Мемлекет көзінен ішкі заңдарда көзделген ставка бойынша ұсталған салық, егер де осы салық тиісті Баптардың ережелеріне сәйкес алынатын салық сомасынан асып кететін бөлігіне қатысты Конвенция баптарында көзделген салық ставкасынан асып кетсе уақытылы қайтарылуы тиіс.

7. Қазақстан мен Экономикалық Ұнтымақтастық және Даму ұйымының мүшесі болып табылатын үшінші Мемлекет арасындағы кез-келген Конвенцияда Қазақстан 10-Баптың 2-тармағының а) тармақшасындағы және 7-тармағындағы 5 процентке, 10-Баптың 2-тармағының б) тармақшасындағы 15 процентке, 11-Баптың 2-тармағындағы немесе 12-Баптың 2-тармағындағы 10 процентке қарағанда төмен салық ставкасына (нөлдiк ставканы қоса) келiскенде және бұл Конвенция осы Конвенция күшiне енгенге дейiн, сол күннен бастап немесе сол күннен кейiн күшiне енгенде, осындай негүрлым төмен салық ставкасы (немесе нөлдiк ставка) жағдайға байланысты осы Конвенцияның 10-Бабының 2-тармағының а) тармақшасындағы және 7-тармағындағы 5 процент, 10-Бабының 2-тармағының б) тармақшасындағы 15 проценттiң, 11-Бабының 2-тармағындағы немесе 12-Бабының 2-тармағындағы 10 проценттiң орнына өзiнен-өзi ауыстырылып, ол Конвенцияның немесе осы Конвенцияның қайсысы негүрлым кешiрек күшiне етсе, сол күннен бастап күшiне енгiзiледi.

8. 24-Баптың 1-тармағының ережелерi қызметiнiң өнеркәсiптiк емес әрi коммерциялық емес сипаты бар Уағдаласушы Мемлекеттерге, олардың жергiлiктi өкiмет органдары мен көпшiлiк құқық секторына қатысы бар заңды тұлғаларға олар резиденттiкке қатысты нақ осындай жағдайларда болып отырмаған күннiң өзiнде қолданылады.

9. 24-Баптың 1-тармағына қатысты, Уағдаласушы Мемлекеттiң резидентi болып табылатын жеке тұлға, заңды тұлға, серiктестiк немесе ассоциация, егер тiптi заңды тұлғаларға, серiктестiктерге немесе ассоциацияларға қатысты мұндай экономикалық бiрлiктер аталған 3-Баптың 1-тармағының (i) тармақшасын қолданған кезде өздерi резидентi болып табылатын Уағдаласушы Мемлекеттiң ұлттық тұлғалары болып есептелген күннiң өзiнде, осы Мемлекеттiң резидентi болып табымайтын жеке тұлға, заңды тұлға, серiктестiк немесе ассоциация ретiнде нақ сондай жағдайларда болып отырғандай қарастырылмайды деп түсiнiледi.

10. Осы Конвенцияның ережелерi Францияның өзiнiң салық Кодексiнiң (Бас Салық Кодексi) 12-Баптың ережелерiн немесе осы Баптың ережелерiне түзету болып табылатын немесе оны алмастыратын басқа да ұқсас ережелерi Қазақстанның шын мәнiнде осындай себептер бойынша өзiнiң iшкi заңдарындағы ережелердi қабылдауын әрi қолдануын шектемейдi.

11. Әрбiр Уағдаласушы Мемлекет басқа Мемлекетте салық салынатын, бiрақ осы Мемлекеттiң салық салу базасының есебiне қабылданбай отырған өз резиденттерiнiң кез келген табысына, мұндай

екі жақты босату тиісті табыстың әрқалай сыныпталуына өзінін шикі заңдарына сәйкес салық салу құқығының нәтижесі болып табылады

ОСЫНЫ ҚУӘЛАНДЫРУ РЕТІНДЕ тиісті өкілеттіктері бар төменде қол қоюшылар осы Хаттамаға қол қойды.

Париж қаласында 1998 жылғы ақпан айының \_\_\_\_ күні француз, қазақ және орыс тілдерінде екі дана етіп жасалды, сондай-ақ барлық үш мәтіннің күші бірдей.

ФРАНЦУЗ  
РЕСПУБЛИКАСЫНЫҢ  
ҮКІМЕТІ ҮШІН



ҚАЗАҚСТАН  
РЕСПУБЛИКАСЫНЫҢ  
ҮКІМЕТІ ҮШІН



## **КОНВЕНЦИЯ**

**между Правительством Французской Республики  
и Правительством Республики Казахстан**

**об избежании двойного налогообложения и  
предотвращении уклонения от налогообложения в  
отношении налогов на доходы и имущество**

**Правительство Французской Республики  
и  
Правительство Республики Казахстан,**

желая заключить Конвенцию об избежании двойного налогообложения и предотвращении уклонения от налогообложения в отношении налогов на доходы и имущество,

договорились о следующем:



**Статья 1**

**ЛИЦА, К КОТОРЫМ ПРИМЕНЯЕТСЯ КОНВЕНЦИЯ**

Настоящая Конвенция применяется к лицам, которые являются резидентами одного или обоих Договаривающихся Государств.

**Статья 2**

**НАЛОГИ, НА КОТОРЫЕ РАСПРОСТРАНЯЕТСЯ КОНВЕНЦИЯ**

1. Настоящая Конвенция применяется к налогам на доходы и имущество, взимаемым от имени Договаривающегося Государства или его политико-административных подразделений, или местных органов власти, независимо от способа их взимания.

2. Налогам на доход и имущество считаются все налоги, взимаемые с общего дохода, с общего имущества, или с отдельных элементов дохода или имущества, включая налоги с доходов от отчуждения движимого или недвижимого имущества, налоги на общую сумму жалованья или зарплаты, выплачиваемых предприятиями, а также налоги на доходы от прироста стоимости имущества.

3. Существующими налогами, на которые распространяется Конвенция, являются в частности:

а) в случае Франции:

- (i) налог на доходы (“ l’impôt sur le revenu”);
  - (ii) корпоративный налог (“ l’impôt sur le sociétés”);
  - (iii) налог на жалованья (“ la taxe sur le salaires”);
  - (iv) солидарный налог на имущество (“ l’impôt de solidarité sur la fortune”);
- (далее именуемые как “французский налог”).

б) в случае Казахстана:

- (i) налог на доходы юридических и физических лиц;
  - (ii) налог на имущество юридических и физических лиц;
- (далее именуемые как “казахстанский налог”);

4. Конвенция также применяется к любым идентичным или по существу аналогичным налогам, которые будут устанавливаться после даты подписания Конвенции в дополнение или вместо существующих налогов. Компетентные органы Договаривающихся Государств уведомят друг друга о любых существенных изменениях, которые будут внесены в их соответствующие налоговые законодательства.

### Статья 3

#### ОБЩИЕ ОПРЕДЕЛЕНИЯ

1. Для целей настоящей Конвенции, если из контекста не вытекает иное:

а) термины “Договаривающееся Государство” и “другое Договаривающееся Государство” означают Францию или Казахстан в зависимости от контекста;

б) термин “Франция” означает европейскую и заморские части Французской Республики, включая территориальное море и любую зону за пределами территориального моря, в которой, в соответствии с международным правом, Французская Республика осуществляет суверенные права в целях разведки и эксплуатации природных ресурсов морского дна и его подземной части и в толще вод;

в) термин “Казахстан” означает Республику Казахстан. При использовании в географическом смысле термин “Казахстан” включает государственную территорию РК и зоны, на которых Казахстан может осуществлять свои суверенные права и юрисдикцию в соответствии с его законодательством и международным правом, и в которых применяется его налоговое законодательство;

г) термин “лицо” включает физическое лицо, компанию или любое другое объединение лиц;

д) термин “компания” означает любое юридическое лицо, или любую экономическую единицу, которая для целей налогообложения рассматривается как юридическое лицо;

е) термины “предприятие Договаривающегося Государства” и “предприятие другого Договаривающегося Государства” означают соответственно предприятие, управляемое резидентом Договаривающегося Государства и предприятие, управляемое резидентом другого Договаривающегося Государства;

ж) термин “международная перевозка” означает любую перевозку морским или воздушным судном, эксплуатируемым предприятием Договаривающегося Государства, за исключением когда морское или

воздушное судно эксплуатируется исключительно между пунктами в другом Договариваемом Государстве;

h) термин “компетентный орган” означает:

- (i) в случае Франции: Министра бюджета или его уполномоченного представителя;
- (ii) в случае Казахстана: Министра финансов или его уполномоченного представителя;

i) термин “национальное лицо” означает:

- (i) любое физическое лицо, имеющее гражданство Договариваемого Государства;
- (ii) любое юридическое лицо, компанию, товарищество или любую другую ассоциацию, учрежденные согласно действующему законодательству Договариваемого Государства.

2. При применении Конвенции Договариваемым Государством любой термин, не определенный в ней, будет иметь то значение, которое он имеет по законодательству этого Государства в отношении налогов, на которые распространяется Конвенция. Значение термина по налоговому законодательству этого Государства будет иметь приоритет над значением, предусмотренным для такого термина в других отраслях права этого Государства.

#### Статья 4

#### РЕЗИДЕНТ

1. Для целей настоящей Конвенции термин “резидент Договариваемого Государства” означает любое лицо, которое по законодательству этого Государства подлежит в нем налогообложению по причине его местожительства, резидентства, места управления, места создания или любого другого критерия аналогичного характера. Термин также включает Договариваемое Государство, его политико-административные подразделения, и местный орган власти и их юридические лица, относящиеся к публично-правовому сектору. Однако этот термин не включает любое лицо, которое подлежит налогообложению в этом Государстве только в отношении доходов из источников в этом Государстве или в отношении находящегося в нем имущества.

2. В том случае, когда в соответствии с положениями пункта 1, физическое лицо является резидентом обоих Договариваемых Государств, то его статус определяется следующим образом:

а) оно считается резидентом Государства, в котором оно располагает постоянным жилищем; если оно располагает постоянным жилищем в обоих Государствах, оно считается резидентом Государства, с которым оно имеет наиболее тесные личные и экономические отношения (центр жизненных интересов);

б) если Государство, в котором оно имеет центр жизненных интересов, не может быть определено, или если оно не располагает постоянным жилищем ни в одном из Государств, оно считается резидентом того Государства, в котором оно обычно пребывает;

с) если оно обычно пребывает в обоих Государствах или ни в одном из них, оно считается резидентом Договаривающегося Государства, гражданином которого оно является;

д) если оно является гражданином обоих Государств или ни одного из них, компетентные органы Договаривающихся Государств решают вопрос по взаимному согласию.

3. Если согласно положениям пункта 1, лицо, иное, чем физическое, является резидентом обоих Договаривающихся Государств, оно будет считаться резидентом Государства, в котором расположено место его эффективного управления. Если не представляется возможным определить где расположено место эффективного управления лица, компетентные органы Договаривающихся Государств будут стремиться прийти к согласию, где расположено место эффективного управления такого лица. Лицо будет считаться, в целях настоящей Конвенции, резидентом Государства, в котором расположено место эффективного управления, согласованное между компетентными органами Договаривающихся Государств. Но если такие компетентные органы не могут достичь согласия, то для целей применения настоящей Конвенции такое лицо не будет считаться резидентом ни одного из двух Договаривающихся Государств.

## Статья 5

### ПОСТОЯННОЕ УЧРЕЖДЕНИЕ

1. Для целей настоящей Конвенции, термин “постоянное учреждение” означает постоянное место деятельности, через которое полностью или частично осуществляется предпринимательская деятельность предприятия.

2. Термин “постоянное учреждение” в частности включает:

- а) место управления;
- б) отделение;
- с) контору;
- д) фабрику;
- е) мастерскую; и

- f) шахту, нефтяную или газовую скважину, карьер или любое другое место добычи природных ресурсов.

3. Термин "постоянное учреждение" также включает:

- a) строительную площадку или строительный или монтажный или сборочный объект, только если такая площадка или объект существуют более чем 12 месяцев;

- b) установку или сооружение, используемые для разведки природных ресурсов или буровую установку или судно, используемые для разведки природных ресурсов, только если такое использование длится более чем 12 месяцев;

- c) услуги по наблюдению за площадкой или объектом, упомянутыми в подпункте a), или с установкой или сооружением, упомянутыми в подпункте b), и осуществляемые в Договаривающемся Государстве, в котором расположены площадка или объект, или установка, или сооружение, но только если деятельность такого характера продолжается более 12 месяцев;

- d) оказание других услуг, включая консультационные услуги предприятием через служащих или другой персонал, нанятый предприятием для таких целей, но только если деятельность такого характера продолжается (для такого или связанного проекта) в пределах страны более чем 12 месяцев.

4. Независимо от предшествующих положений настоящей Статьи, термин "постоянное учреждение" не рассматривается как включающий:

- a) использование сооружений исключительно для целей хранения, демонстрации или поставки товаров или изделий, принадлежащих предприятию;

- b) содержание запасов товаров или изделий, принадлежащих предприятию, исключительно для целей хранения, демонстрации или поставки;

- c) содержание запаса товаров или изделий, принадлежащих предприятию, исключительно для целей переработки другим предприятием;

- d) содержание постоянного места деятельности исключительно для целей закупки товаров или изделий, или для сбора информации для предприятия;

- e) содержание постоянного места деятельности исключительно для целей осуществления для предприятия любой другой деятельности подготовительного или вспомогательного характера;

- f) содержание постоянного места деятельности исключительно для осуществления любой комбинации видов деятельности, перечисленных в подпунктах от a) до e), при условии, что совокупная деятельность постоянного

места деятельности, возникающая в результате такой комбинации, имеет подготовительный или вспомогательный характер.

5. Несмотря на положения пунктов 1 и 2 настоящей Статьи, если лицо - иное чем агент с независимым статусом, к которому применяется пункт 6 - действует от имени предприятия и имеет, и обычно использует в Договариваемом Государстве полномочия заключать контракты от имени предприятия, то это предприятие рассматривается как имеющее постоянное учреждение в этом Государстве в отношении любой деятельности, которую это лицо осуществляет для предприятия, если только деятельность такого лица не ограничивается упомянутой в пункте 4 и если бы эта деятельность осуществлялась через постоянное место деятельности, не позволяла бы рассматривать это постоянное место деятельности как постоянное учреждение согласно положениям этого пункта.

6. Предприятие не рассматривается как имеющее постоянное учреждение в Договариваемом Государстве только потому, что оно осуществляет предпринимательскую деятельность в этом Государстве через брокера, комиссионера или другого агента с независимым статусом, при условии, что такие лица действуют в рамках своей обычной деятельности.

7. Тот факт, что компания, являющаяся резидентом Договариваемого Государства, контролирует или контролируется компанией, которая является резидентом другого Договариваемого Государства, или которая осуществляет предпринимательскую деятельность в этом другом Государстве (либо через постоянное учреждение, либо другим образом) сам по себе не превращает одну из этих компаний в постоянное учреждение другой.

## Статья 6

### ДОХОД ОТ НЕДВИЖИМОГО ИМУЩЕСТВА

1. Доходы от недвижимого имущества (включая доходы от сельского или лесного хозяйства) могут облагаться налогом в Договариваемом Государстве, в котором расположено недвижимое имущество.

2. Термин "недвижимое имущество" имеет то значение, которое он имеет по законодательству Договариваемого Государства, в котором расположено рассматриваемое имущество. Термин в любом случае включает имущество, вспомогательное по отношению к недвижимому имуществу, скот и оборудование, используемые в сельском и лесном хозяйстве, права, к которым применяются положения общего права в отношении земельной собственности, usufruct недвижимого имущества и права на переменные или фиксированные платежи в качестве компенсации за разработку или право на разработку минеральных запасов, источников и других природных ресурсов; морские, речные и воздушные суда не рассматриваются в качестве недвижимого имущества.

3. Положения пункта 1 применяются к доходам, полученным от прямого использования, сдачи в аренду или использования недвижимого имущества в любой другой форме.

4. Положения пунктов 1 и 3 также применяются к доходам от недвижимого имущества предприятия и к доходам от недвижимого имущества, используемого для оказания независимых личных услуг.

5. Если акции или другие права в компании, трасте или любой подобной организации дают право на владение недвижимым имуществом, расположенным в Договариваемом Государстве и принадлежащим этой компании, трасту или сходной организации, доход, извлекаемый от прямого использования, сдачи в аренду или использования в любой другой форме этого права владения, может облагаться налогом в этом Государстве, несмотря на положения Статей 7 и 14.

#### Статья 7

### ПРИБЫЛЬ ОТ ПРЕДПРИНИМАТЕЛЬСКОЙ ДЕЯТЕЛЬНОСТИ

1. Прибыль предприятия Договариваемого Государства облагается налогом только в этом Государстве, если только предприятие не осуществляет или не осуществляло предпринимательскую деятельность в другом Договариваемом Государстве через расположенное в нем постоянное учреждение. Если предприятие осуществляет или осуществляло предпринимательскую деятельность как сказано выше, то прибыль предприятия может облагаться налогом в другом Государстве, но только в той части, которая относится к этому постоянному учреждению.

2. С учетом положений пункта 3, когда предприятие Договариваемого Государства осуществляет или осуществляло предпринимательскую деятельность в другом Договариваемом Государстве через расположенное там постоянное учреждение, то в каждом Договариваемом Государстве к этому постоянному учреждению относится прибыль, которую оно могло бы получить, если бы оно было самостоятельным и отдельным предприятием, занятым такой же или аналогичной деятельностью при таких же или аналогичных условиях и действовало в полной независимости от предприятия, постоянным учреждением которого оно является.

3. При определении прибыли постоянного учреждения допускается вычет расходов, понесенных для целей постоянного учреждения, включая управленческие и общеадминистративные расходы, независимо от того, понесены ли они в Договариваемом Государстве, в котором расположено постоянное учреждение, или в другом месте. Однако, такой вычет не допускается в отношении сумм, если любые из них выплачиваются (за исключением реально понесенных расходов), постоянным учреждением головному офису предприятия или любому из его офисов в виде роялти, вознаграждений, аналогичных выплат в связи с использованием патентов или других прав, или в виде комиссионных, за предоставленные специальные

услуги или за менеджмент, или, за исключением случаев банковских предприятий, в виде процентов на сумму, ссуженную постоянному учреждению. Таким же образом, применительно к постоянному учреждению в расчет не будут приниматься суммы, перечисляемые (за исключением реально понесенных расходов), которые постоянные учреждения начисляют головному офису предприятия или любому другому его офису в виде роялти, вознаграждений, аналогичных выплат в связи с использованием патентов или других прав, или в виде комиссионных, за предоставленные специальные услуги или за менеджмент, или, за исключением случаев банковских предприятий, в виде процентов на сумму, ссуженную головному офису предприятия или любому из его офисов.

4. Не зачисляется какая-либо прибыль постоянному учреждению на основании лишь закупки этим постоянным учреждением товаров или изделий для предприятия.

5. Для целей предыдущих пунктов прибыль, относящаяся к постоянному учреждению, определяется ежегодно одним и тем же методом, если только не будет веской и достаточной причины для его изменения.

6. Когда прибыль включает виды доходов, о которых говорится отдельно в других статьях настоящей Конвенции, положения этих статей не затрагиваются положениями настоящей Статьи.

## Статья 8

### МОРСКОЙ И ВОЗДУШНЫЙ ТРАНСПОРТ

1. Прибыль, полученная предприятием Договаривающегося Государства от эксплуатации морских или воздушных судов в международной перевозке облагается налогом только в этом Государстве. Такая прибыль включает доход, полученный предприятием от деятельности, побочной по отношению к эксплуатации морских или воздушных судов в международной перевозке.

2. Если место эффективного управления предприятия морских перевозок находится на борту судна, то будет считаться, что оно расположено в Договаривающемся Государстве, в котором расположен порт приписки морского судна, или, если нет такого порта приписки, в Договаривающемся Государстве, резидентом которого является оператор морского судна.

3. Положения пункта 1 также распространяются на прибыль от участия в пуле, совместной деятельности или международном операционном агентстве.



## Статья 9

### АССОЦИИРОВАННЫЕ ПРЕДПРИЯТИЯ

#### 1. Когда

а) предприятие Договаривающегося Государства участвует прямо или косвенно в управлении, контроле или капитале предприятия другого Договаривающегося Государства, или

б) одни и те же лица участвуют прямо или косвенно в управлении, контроле или капитале предприятия Договаривающегося Государства и предприятия другого Договаривающегося Государства, и в каждом случае между двумя предприятиями в их коммерческих и финансовых отношениях создаются или устанавливаются условия, отличающиеся от тех, которые создаются между независимыми предприятиями, то любая прибыль, которая могла быть получена одним из них, но из-за наличия этих условий не была им получена, может быть включена в прибыль этого предприятия и обложена соответственно налогом.

2. В том случае, когда Договаривающееся Государство включает в прибыль предприятия этого Государства - и соответственно облагает налогом - прибыль, в отношении которой предприятие другого Договаривающегося Государства облагается налогом в этом другом Государстве и прибыль, таким образом включенная, является прибылью, которая была бы получена предприятием первого упомянутого Государства, если бы условия, созданные между двумя предприятиями были бы такими же как между независимыми предприятиями, тогда это другое Государство должно сделать соответствующие корректировки к сумме налога, взимаемого с этой прибыли, если это другое Государство рассматривает корректировки оправданными. При определении такой корректировки должны быть должным образом учтены другие положения настоящей Конвенции, а компетентные органы Договаривающихся Государств будут при необходимости консультироваться друг с другом.

## Статья 10

### ДИВИДЕНДЫ

1. Дивиденды, выплачиваемые компанией, которая является резидентом Договаривающегося Государства, резиденту другого Договаривающегося Государства, могут облагаться налогом в этом другом Государстве.

2. Однако, такие дивиденды могут также облагаться налогом в Договаривающемся Государстве, резидентом которого является компания, выплачивающая дивиденды, в соответствии с законодательством этого Государства, но если получатель является фактическим владельцем дивидендов, то взимаемый таким образом налог не будет превышать:

a) 5 процентов общей суммы дивидендов, если фактическим владельцем является компания, которая владеет прямо или косвенно не менее 10 процентами капитала компании, выплачивающей дивиденды;

b) 15 процентов общей суммы дивидендов во всех остальных случаях.

Этот пункт не затрагивает налогообложения компании в отношении прибыли, из которой выплачиваются дивиденды.

3. Резидент Казахстана, получающий дивиденды, выплачиваемые компанией, которая является резидентом Франции, может получить возврат предоплаты в той степени, в которой она была действительно уплачена компанией в отношении таких дивидендов. Общая сумма возвращенной предоплаты будет считаться дивидендом в целях настоящей Конвенции. Она будет подлежать налогообложению во Франции в соответствии с положениями пункта 2.

4. Термин “дивиденды” означает доход от акций, акций или прав горнодобывающей промышленности (“жуиссанс”), акций учредителей или других прав, не являющихся долговыми требованиями, участие в прибылях, а также доход, рассматриваемый как распределение по налоговому законодательству Договаривающегося Государства, резидентом которого является компания, производящая распределение. Понимается, что термин “дивиденды” не включает доход, упомянутый в Статье 16.

5. Положения пунктов 1, 2 и 3 не применяются, если фактический владелец дивидендов, будучи резидентом Договаривающегося Государства, осуществляет предпринимательскую деятельность в другом Договаривающемся Государстве, резидентом которого является компания, выплачивающая дивиденды, через находящееся в нем постоянное учреждение, или оказывает в этом другом Государстве независимые личные услуги с расположенной там постоянной базы, и доля участия, в отношении которой выплачиваются дивиденды, действительно относится к такому постоянному учреждению или постоянной базе. В таком случае применяются положения Статьи 7 или Статьи 14, в зависимости от обстоятельств.

6. Когда компания, которая является резидентом Договаривающегося Государства, получает прибыль или доход из другого Договаривающегося Государства, это другое Государство не может ни взимать никакой налог с дивидендов, выплачиваемых компанией, кроме тех случаев, когда такие дивиденды выплачиваются резиденту этого другого Государства или в тех случаях, когда доля участия, в отношении которой выплачиваются дивиденды, действительно относится к постоянному учреждению или постоянной базе, находящимися в этом другом Государстве, ни облагать нераспределенную прибыль компании налогом на нераспределенную прибыль компании, даже если выплачиваемые дивиденды или нераспределенная прибыль состоит полностью или частично из прибыли или дохода, возникающего в этом другом Государстве.

7. Прибыль предприятия резидента Договаривающегося Государства, полученная через постоянное учреждение, расположенное в другом Договаривающемся Государстве, может после обложения налогом в соответствии с положениями Статьи 7 и после вычета любой суммы, реинвестированной в это постоянное учреждение, облагаться налогом на оставшуюся сумму в этом другом Государстве, но дополнительный налог, взимаемый таким образом, не может превышать ставку, предусмотренную подпунктом а) пункта 2 настоящей Статьи.

## Статья 11

### ПРОЦЕНТЫ

1. Проценты, возникающие в Договаривающемся Государстве и выплачиваемые резиденту другого Договаривающегося Государства могут облагаться налогом в этом другом Государстве.

2. Однако, такие проценты могут также облагаться налогом в Договаривающемся Государстве, в котором они возникают и в соответствии с законодательством этого Государства, но если получатель является фактическим владельцем процентов, то взимаемый таким образом налог не будет превышать 10 процентов общей суммы процентов.

3. Независимо от положений пункта 2, любой такой процент, как это упомянуто в пункте 1, подлежит налогообложению только в Договаривающемся Государстве, резидентом которого является получатель, если такой получатель является фактическим владельцем процентов и если выполняется одно из следующих условий:

а) таким получателем является Договаривающееся Государство, одно из его политико-административных подразделений или местных органов власти, или юридическое лицо, относящееся к публично-правовому сектору, включая центральный банк этого Государства; или такой процент выплачивается одним из этих Государств, подразделений, органов власти или юридических лиц, относящихся к публично-правовому сектору; или

б) такие проценты выплачиваются в отношении любого долгового требования или кредита, гарантированного или застрахованного COFACE в случае Франции или схожей организацией в случае Казахстана.

4. Термин “проценты” при использовании в настоящей Статье означает доход от долговых требований любого вида, обеспеченных или не обеспеченных залогом и дающих или не дающих право на участие в прибыли должника, и в частности, доход от правительственных ценных бумаг и доход от облигаций или долговых обязательств, включая премии и выигрыши по этим ценным бумагам, облигациям или долговым обязательствам. Штрафы за несвоевременные выплаты не рассматриваются в качестве процентов для целей настоящей Статьи.

Термин “проценты” не включает любые виды дохода, которые рассматриваются как дивиденды по положениям Статьи 10.

5. Положения пунктов 1, 2 и 3 не применяются, если фактический владелец процентов, будучи резидентом Договаривающегося Государства, осуществляет предпринимательскую деятельность в другом Договаривающемся Государстве, в котором возникают проценты, через расположенное в нем постоянное учреждение или предоставляет в этом другом Государстве независимые личные услуги с расположенной в нем постоянной базы, а долговое требование, в отношении которого выплачиваются проценты, действительно относится к такому постоянному учреждению или постоянной базе. В таком случае применяются положения Статьи 7 или Статьи 14, в зависимости от обстоятельств.

6. Считается, что проценты возникают в Договаривающемся Государстве, если плательщиком является само это Государство, политико-административное подразделение, местный орган власти или резидент этого Государства. Если, однако, лицо, выплачивающее проценты, независимо от того, является ли оно резидентом Договаривающегося Государства или нет, имеет в Договаривающемся Государстве постоянное учреждение или постоянную базу, в связи с которыми возникла задолженность, по которой выплачиваются проценты, и такие проценты выплачиваются таким постоянным учреждением или постоянной базой, то считается, что такие проценты возникают в Договаривающемся Государстве, в котором расположено постоянное учреждение или постоянная база.

7. Если по причине специальных отношений между плательщиком и фактическим владельцем процентов, или между ними обоими и каким-либо другим лицом, сумма процентов, относящаяся к долговому требованию, на основании которого она выплачивается, превышает сумму, которая была бы согласована между плательщиком и фактическим владельцем процентов в отсутствие таких отношений, то положения настоящей Статьи применяются только к последней упомянутой сумме. В таком случае избыточная часть платежа по прежнему подлежит налогообложению в соответствии с законодательством каждого Договаривающегося Государства с должным учетом других положений настоящей Конвенции.

8. Положения Конвенции не применяются, если долговое обязательство, в отношении которого выплачивается процент, было создано или передано в основном для цели получения преимущества настоящей Статьи.

## Статья 12

### РОЯЛТИ

1. Роялти, возникающие в Договаривающемся Государстве и выплачиваемые резиденту другого Договаривающегося Государства, могут облагаться налогом в этом другом Государстве.

2. Однако, такие роялти также могут облагаться налогом в Договариваемом Государстве, в котором они возникают, и в соответствии с законодательством этого Государства, но если получатель является и фактическим владельцем роялти, налог, взимаемый таким образом, не должен превышать 10 процентов общей суммы роялти.

3. Термин "роялти" при использовании в настоящей Статье означает платежи какого-либо вида, полученные в качестве вознаграждения за использование или за право использования какого-либо авторского права на произведения литературы, художественной или научной работы, включая кинематографические фильмы, какой-либо патент, торговую марку, дизайн или модель, план, секретную формулу или процесс, или за информацию, касающуюся промышленного, коммерческого или научного опыта (ноу-хау) и платежи за использование или за право использования промышленного, коммерческого или научного оборудования.

4. Независимо от положений пункта 2 настоящей Статьи, фактический получатель платежей за использование или за право использования промышленного, коммерческого или научного оборудования, упомянутого в пункте 3 настоящей Статьи, может выбрать в любом налоговом году такой вариант, при котором в Договариваемом Государстве, в котором возникают роялти, по чистой сумме роялти, возникающих в этом Государстве, так, как если такие роялти были бы предпринимательской прибылью по Статье 7. В таком случае ставка налога, предусмотренная в пункте 2 настоящей Статьи, не будет применяться.

5. Положения пункта 1 настоящей Статьи не применяются, если фактический владелец роялти, будучи резидентом Договариваемого Государства, осуществляет предпринимательскую деятельность в другом Договариваемом Государстве, в котором возникли роялти, через расположенное в нем постоянное учреждение, или оказывает в этом другом Государстве независимые личные услуги с расположенной в нем постоянной базы, и право или имущество, в отношении которых выплачиваются роялти, действительно относится к такому постоянному учреждению или постоянной базе. В таком случае применяются положения Статьи 7 или Статьи 14, в зависимости от обстоятельств.

6. Роялти считаются возникающими в Договариваемом Государстве, когда плательщиком является само Договариваемое Государство, политико-административное подразделение, местный орган власти или резидент этого Государства. Если, однако, лицо, выплачивающее роялти, независимо от того, является ли оно резидентом Договариваемого Государства или нет, имеет в Договариваемом Государстве постоянное учреждение или постоянную базу, в связи с которыми право, в отношении которого возникло обязательство выплатить роялти, и такие роялти выплачиваются таким постоянным учреждением или постоянной базой, то такие роялти будут считаться возникающими в Государстве, в котором расположены постоянное учреждение или постоянная база.

7. Когда, вследствие особых отношений между плательщиком и фактическим владельцем роялти или между ними обоими и каким-либо другим лицом, сумма роялти в отношении пользования, права или информации, за которые они выплачиваются, превышает сумму, которая была бы согласована между плательщиком и фактическим владельцем роялти в отсутствие таких отношений, положения настоящей Статьи применяются только к последней упомянутой сумме. В таком случае избыточная часть платежей по прежнему подлежит налогообложению в соответствии с законодательством каждого Договаривающегося Государства, с должным учетом других положений настоящей Конвенции.

8. Положения Конвенции не применяются, если право, ведущее к возникновению роялти, было создано или передано в основном для цели получения преемства настоящей Статьи.

### Статья 13

#### ДОХОДЫ ОТ ПРИРОСТА СТОИМОСТИ ИМУЩЕСТВА

1. а) Доходы, полученные от отчуждения недвижимого имущества, как оно определено в Статье 6, могут облагаться налогом в Договаривающемся Государстве, где расположено такое недвижимое имущество.

б) Доходы от отчуждения акций или других прав в компании, трасте или подобной организации, активы которых состоят, главным образом, прямо или посредством взаимоотношений между одной или более другими компаниями из недвижимого имущества, расположенного в Договаривающемся Государстве, или из прав, связанных с таким недвижимым имуществом, могут облагаться налогом в этом Государстве. Для целей этого положения недвижимое имущество, относящееся к промышленной, коммерческой или сельскохозяйственной деятельности такой компании, траста или подобной организации или к предоставлению ее независимых личных услуг, не будет приниматься в расчет.

2. Доходы от отчуждения движимого имущества, составляющего часть предпринимательского имущества постоянного учреждения, которое предприятие Договаривающегося Государства имеет в другом Договаривающемся Государстве, или от движимого имущества, относящегося к постоянной базе, которой располагает резидент Договаривающегося Государства в другом Договаривающемся Государстве для целей предоставления независимых личных услуг, включая такие доходы от отчуждения такого постоянного учреждения (отдельно или в совокупности со всем предприятием) или такой постоянной базы, могут облагаться налогом в этом другом Государстве.

3. Доходы от отчуждения имущества, составляющего часть предпринимательского имущества предприятия Договаривающегося Государства и состоящего из морских или воздушных судов, эксплуатируемых таким предприятием в международной перевозке, или из движимого

имущества, связанного с эксплуатацией таких морских или воздушных судов, облагаются налогом только в этом Государстве.

4. Доходы от отчуждения любого имущества, иного, чем то, которое упоминается в пунктах 1, 2, и 3 облагаются налогом только в Договариваемом Государстве, резидентом которого является лицо, отчуждающее имущество.

#### Статья 14

### НЕЗАВИСИМЫЕ ЛИЧНЫЕ УСЛУГИ

1. Доход, полученный резидентом Договариваемого Государства в отношении профессиональных услуг или другой деятельности независимого характера, облагается налогом только в этом Государстве, за исключением следующих обстоятельств, когда такой доход может также облагаться налогом в другом Договариваемом Государстве:

а) если он имеет постоянную базу на регулярной основе в этом другом Государстве для целей осуществления его деятельности; в этом случае только та часть дохода, которая относится к этой постоянной базе, может облагаться налогом в этом другом Государстве;

б) если его присутствие в этом другом Государстве длится в течение периода или периодов, насчитывающих или превышающих в сумме 183 дня в соответствующем налоговом году; в таком случае только та часть дохода, которая получена от его деятельности, осуществившейся в этом другом Государстве, может облагаться налогом в этом другом Государстве.

2. Термин "профессиональные услуги" в особенности включает независимую научную, литературную, артистическую, образовательную или преподавательскую деятельность, а также независимую деятельность врачей, юристов, инженеров, архитекторов, стоматологов и бухгалтеров.

#### Статья 15

### ЗАВИСИМЫЕ ЛИЧНЫЕ УСЛУГИ

1. С учетом положений Статей 16, 18, 19 и 20, жалование, зарплата и другие подобные вознаграждения, полученные резидентом Договариваемого Государства в связи с работой по найму, облагаются налогом только в этом Государстве, если только работа по найму не выполняется в другом Договариваемом Государстве. Если работа по найму выполняется таким образом, такое вознаграждение, полученное оттуда, может облагаться налогом в этом другом Государстве.

2. Несмотря на положения пункта 1, вознаграждение, полученное резидентом Договаривающегося Государства в связи с работой по найму, выполняемой в другом Договаривающемся Государстве, облагается налогом только в первом упомянутом Государстве, если:

а) получатель находится в другом Государстве в течение периода или периодов, не превышающих в общей сложности 183 дня в пределах любого последовательного 12-месячного периода, начинающегося или заканчивающегося в соответствующем налоговом году, и

б) вознаграждение выплачивается нанимателем, или от имени нанимателя, не являющегося резидентом другого Государства, и

с) вознаграждение не выплачивается постоянным учреждением или постоянной базой, которую наниматель имеет в другом Государстве.

3. Независимо от предыдущих положений настоящей Статьи, вознаграждение в связи с работой по найму, осуществляемой на борту морского или воздушного судна, эксплуатируемого в международной перевозке предприятием Договаривающегося Государства, может облагаться налогом в этом Государстве.

#### **Статья 16**

### **ГОНОРАРЫ ДИРЕКТОРОВ**

Гонорары директоров и другие подобные выплаты, полученные резидентом Договаривающегося Государства в качестве члена совета директоров компании, которая является резидентом другого Договаривающегося Государства, могут облагаться налогом в этом другом Государстве.

#### **Статья 17**

### **АРТИСТЫ И СПОРТСМЕНЫ**

1. Независимо от положений Статей 14 и 15, доход, полученный резидентом Договаривающегося Государства в качестве работника искусства, такого как артист театра, кино, радио или телевидения или музыканта, или в качестве спортсмена, от его личной деятельности, осуществляемой в другом Договаривающемся Государстве, может облагаться налогом в этом другом Государстве.

2. Если доход относительно личной деятельности, осуществляемой работником искусства или спортсменом в этом своем качестве, начисляется не самому работнику искусства или спортсмену, а другому лицу, этот доход может, несмотря на положения Статей 7, 14 и 15, облагаться налогом в Договаривающемся Государстве, в котором осуществляется деятельность работника искусства или спортсмена.



3. Независимо от положений пункта 1, доход, полученный резидентом Договаривающегося Государства в качестве работника искусства или спортсмена от его личной деятельности, осуществляемой в другом Договаривающемся Государстве, облагается налогом только в первом упомянутом Государстве, если такая деятельность в другом Государстве поддерживается главными образом общественными фондами первого упомянутого Государства или его политико-административных подразделений, или местных органов власти или их юридическими лицами, относящимися к публично-правовому сектору.

4. Независимо от положений пункта 2, когда доход в отношении личной деятельности, осуществляемой резидентом Договаривающегося Государства, который является работником искусства или спортсменом, в этом своем качестве в другом Договаривающемся Государстве, начисляется не самому работнику искусства или спортсмену, а другому лицу, этот доход, независимо от положений Статей 7, 14 и 15, облагается налогом только в первом упомянутом Государстве, если это другое лицо поддерживается главным образом общественными фондами этого Государства или его политико-административных подразделений, или местных органов власти или их юридическими лицами, относящимися к публично-правовому сектору.

#### Статья 18

### ПЕНСИИ И ДРУГИЕ ВЫПЛАТЫ

1. За исключением тех случаев, когда применяются положения пункта 2 Статьи 19, пенсии и другие подобные вознаграждения, выплачиваемые за осуществлявшуюся в прошлом работу резиденту Договаривающегося Государства и любой аннуитет, выплачиваемый такому резиденту, облагаются налогом только в этом Государстве.

2. Термин "аннуитет" означает установленную сумму, периодически выплачиваемую физическому лицу в установленное время на протяжении всей жизни или определенного, или устанавливаемого периода времени при обязательстве производить выплаты взамен адекватного и полного вознаграждения в деньгах или денежном выражении.

#### Статья 19

### ВОЗНАГРАЖДЕНИЯ ЗА ГОСУДАРСТВЕННУЮ СЛУЖБУ

1. а) Вознаграждение, иное чем пенсия, выплачиваемое Договаривающимся Государством или его политико-административным подразделением или местным органом власти физическому лицу в отношении службы, оказываемой этому Государству, подразделению или органу власти, облагается налогом только в этом Государстве.

б) Однако, такое вознаграждение облагается налогом только в другом Договариваемом Государстве, если служба осуществляется в этом Государстве, и физическое лицо является резидентом и гражданином этого Государства, и не является также гражданином первого упомянутого Государства.

2. а) Любая пенсия, выплачиваемая Договаривающимся Государством или его политико-административным подразделением или местным органом власти, или из созданных ими фондов, физическому лицу в отношении службы, осуществляемой для этого Государства, подразделения, или органа власти, облагается налогом только в этом Государстве.

б) Однако, такая пенсия облагается налогом только в другом Договариваемом Государстве, если физическое лицо является резидентом и гражданином этого Государства и при этом не является гражданином первого Государства.

3. Положения Статей 15, 16 и 18 применяются к вознаграждениям и пенсиям в отношении услуг, оказываемых в связи с осуществлением предпринимательской деятельности Договаривающимся Государством или его политико-административным подразделением или местным органом власти.

## Статья 20

### СТУДЕНТЫ

1. Платежи, которые студент или учащийся, являющийся или являвшийся непосредственно перед приездом в Договариваемое Государство резидентом другого Договариваемого Государства и который находится в первом упомянутом Государстве исключительно для цели образования или подготовки, получает для своего содержания, образования или подготовки, не облагаются налогом в этом Государстве при условии, что такие платежи возникают из источников за пределами этого Государства.

2. Вознаграждение, выплачиваемое Договаривающимся Государством или его местным органом власти, или юридическими лицами, относящимися к публично-правовому сектору этого Государства или органа власти, физическому лицу в качестве преподавателя или исследователя, облагается налогом только в этом Государстве.

## Статья 21

### ДРУГИЕ ДОХОДЫ

1. Виды дохода, фактически принадлежащие резиденту Договариваемого Государства, где бы они ни возникли, не связанные с предыдущими статьями настоящей Конвенции, облагаются налогом только в этом Государстве.

2. Положения пункта 1 не применяются к доходу, иному, чем доход от недвижимого имущества как оно определено в пункте 2 Статьи 6, если фактический получатель такого дохода, являясь резидентом Договаривающегося Государства, осуществляет предпринимательскую деятельность в другом Договаривающемся Государстве через расположенное в нем постоянное учреждение или предоставляет в этом другом Государстве независимые личные услуги с расположенной в нем постоянной базы, и право или имущество, в отношении которого выплачивается доход, действительно относится к такому постоянному учреждению или постоянной базе. В этом случае применяются положения Статьи 7 или Статьи 14, в зависимости от обстоятельств.

## Статья 22

### ИМУЩЕСТВО

1. а) Имущество, представленное недвижимым имуществом, упомянутом в Статье 6, являющийся собственностью резидента Договаривающегося Государства и находящийся в другом Договаривающемся Государстве, может облагаться налогом в этом другом Государстве.

б) Имущество, представленное акциями или другими правами в компании, трасте или подобной организации, активы которых состоят главным образом, прямо или посредством взаимоотношений между одной или более другими компаниями, из недвижимого имущества, расположенного в Договаривающемся Государстве или из прав, связанных с таким недвижимым имуществом, может облагаться налогом в этом Государстве. Для целей этого положения недвижимое имущество, относящееся к промышленной, коммерческой или сельскохозяйственной деятельности такой компании, траста или подобной организации или к предоставлению ее независимых личных услуг, не будет приниматься в расчет.

2. Имущество, представленное движимым имуществом, составляющим часть предпринимательского имущества постоянного учреждения, которое предприятие Договаривающегося Государства имеет в другом Договаривающемся Государстве, или движимым имуществом, принадлежащим постоянной базе, имеющейся в распоряжении резидента Договаривающегося Государства в другом Договаривающемся Государстве для целей оказания независимых личных услуг, может облагаться налогом в этом другом Государстве.

3. Имущество, представленное имуществом, составляющим часть предпринимательского имущества предприятия Договаривающегося Государства и состоящим из морских и воздушных судов, эксплуатируемых таким предприятием в международных перевозках, и движимым имуществом, относящимся к эксплуатации таких морских и воздушных судов, облагается налогом только в этом Государстве.

4. Все другие элементы имущества резидента Договаривающегося Государства облагаются налогом только в этом Государстве.

### Статья 23

#### УСТРАНЕНИЕ ДВОЙНОГО НАЛОГООБЛОЖЕНИЯ

1. В случае Франции двойное налогообложение устраняется следующим образом:

а) Вне зависимости от других положений Конвенции, доход, облагаемый налогом в Казахстане или не облагаемый нигде кроме, как в Казахстане в соответствии с положениями настоящей Конвенции, принимается в расчет для исчисления французского налога, в тех случаях, когда такой доход не освобожден от корпоративного налога в соответствии с внутренним законодательством Франции. В этом случае, Казахстанский налог не вычитается с такого дохода, но фактический получатель имеет право, согласно условиям и ограничениям, оговоренным в подпунктах (i) и (ii), на налоговый зачет относительно французского налога. Такой налоговый зачет будет равен:

- (i) в случае дохода, иного, чем упомянутый в подпункте (ii), сумме французского налога, относящегося к такому доходу, при условии, что получатель подвергается обложению Казахстанским налогом в отношении такого дохода;
- (ii) применительно к доходу, - облагаемому французским корпоративным налогом, - который упоминается в статье 7 и в пункте 2 статьи 13, и применительно к доходу, упомянутому в статьях 10, 11, 12, в пункте 1 статьи 13, в пункте 3 статьи 15, в статье 16 и в пунктах 1 и 2 статьи 17, сумме налога, уплаченного в Казахстане в соответствии с положениями этих статей; однако, такой налоговый зачет не должен превышать сумму французского налога, относящегося к такому доходу;

б) Резидент Франции, владеющий имуществом, который может облагаться налогом в Казахстане согласно пунктам 1 или 2 Статьи 22 также облагается налогом во Франции в отношении такого имущества. Французский налог исчисляется путем предоставления налогового зачета, равного сумме налога на это имущество, уплаченного в Казахстане. Однако, такой налоговый зачет не должен превышать сумму французского налога, относящегося к такому имуществу.

- с) (i) Понимается что термин "сумма французского налога, относящегося к такому доходу" как он использован в подпункте а) означает:

- когда налог на такой доход исчисляется путем применения пропорциональной ставки, сумма соответствующего чистого дохода умножается на ставку, которая фактически применяется в отношении такого дохода;
- когда налог на такой доход исчисляется путем применения прогрессивной шкалы, сумма соответствующего чистого дохода умножается на ставку, получаемую от соотношения налога, фактически уплачиваемого на весь чистый доход, налогооблагаемый в соответствии с французским законодательством, к сумме этого общего чистого дохода.

Эта интерпретация будет применяться по аналогии к термину “сумма французского налога, относящегося к такому имуществу” как он использован в подпункте b)”.

- (ii) Понимается, что термин “сумма налога, уплаченного в Казахстане” как он использован в подпунктах a) и b), означает сумму налога Казахстана, фактически и окончательно выплачиваемую в отношении видов рассматриваемого дохода или имущества в соответствии с положениями Конвенции фактическим их получателем или их владельцем, который является резидентом Франции.

2. В случае Казахстана двойное налогообложение устраняется следующим образом:

a) Когда резидент Казахстана получает доход или владеет имуществом, которые в соответствии с положениями Конвенции, могут облагаться налогом во Франции, Казахстан разрешит:

- i) как вычет из налога на доход этого резидента сумму, равную подоходному налогу, уплаченному во Франции;
- ii) как вычет из налога на имущество этого резидента сумму, равную налогу на имущество, уплаченному во Франции.

Такой вычет в любом случае не превысит налог, взимаемый с такого же дохода или имущества в Казахстане по ставкам, действующим в нем.

b) Если резидент Казахстана получает доход или владеет имуществом, который в соответствии с положениями настоящей Конвенции облагается налогом только во Франции, Казахстан может включить этот доход или имущество в базу налогообложения, но только для целей установления ставки налога на такой другой доход или имущество, как подвергаемый налогообложению в Казахстане.

Статья 24

**НЕДИСКРИМИНАЦИЯ**

1. Национальные лица Договаривающегося Государства не будут подвергаться в другом Договаривающемся Государстве какому-либо налогообложению или какому-либо связанному с ним требованию, иному или более обременительному, чем налогообложение и связанные с ним обязательства, которым подвергаются или могут подвергаться национальные лица этого другого Государства при тех же обстоятельствах, в особенности в отношении резидентства. Это положение также применяется, несмотря на положения Статьи 1, к лицам, не являющимся резидентами одного или обоих Договаривающихся Государств.

2. Лица без гражданства, являющиеся резидентами Договаривающегося Государства, не должны подвергаться ни в каком из Договаривающихся Государств какому-либо налогообложению или какому-либо связанному с ним обязательству, иному или более обременительному, чем налогообложение и связанные с ним обязательства, которым подвергаются или могут подвергаться национальные лица соответствующего Государства при тех же обстоятельствах.

3. Налогообложение постоянного учреждения, которое предприятие Договаривающегося Государства имеет в другом Договаривающемся Государстве, не должно быть менее благоприятным в этом другом Государстве, чем налогообложение предприятий этого другого Государства, осуществляющих такую же деятельность. Это положение не должно истолковываться как обязывающее Договаривающееся Государство предоставлять резидентам другого Договаривающегося Государства какие-либо персональные льготы, вычеты и скидки в целях налогообложения на основе их гражданского статуса или семейных обязательств, которые оно предоставляет своим собственным резидентам.

4. За исключением случаев применения положений пункта 1 Статьи 9, пункта 8 Статьи 11 или пункта 7 Статьи 12, проценты, роялти и другие выплаты, производимые предприятием Договаривающегося Государства резиденту другого Договаривающегося Государства, должны, в целях определения налогооблагаемой прибыли такого предприятия, подлежать вычетам на тех же условиях, как если бы они были выплачены резиденту первого упомянутого Государства или, если это более благоприятно для предприятия, на тех же условиях, как если бы они были выплачены резиденту третьего Государства, которое является членом Организации Экономического Сотрудничества и Развития. Аналогично, любая задолженность предприятия Договаривающегося Государства резиденту другого Договаривающегося Государства должна, для цели определения налогооблагаемого имущества этого предприятия, подлежать вычету на тех же условиях, что и задолженность резиденту первого упомянутого Государства.

5. Предприятия Договаривающегося Государства, капитал которых полностью или частично принадлежит или контролируется прямо или косвенно одним или более резидентами другого Договаривающегося

Государства, не должны подвергаться в первом упомянутом Государстве какому-либо налогообложению или какому-либо требованию, связанному с ним, иному или более обременительному, чем налогообложение и связанные с ним обязательства, которым подвергаются или могут подвергаться другие подобные предприятия первого упомянутого Государства.

6. Положения настоящей Статьи, независимо от положений Статьи 2, применяются к налогам любого вида и описания.

7. Если какой-либо двусторонний договор или соглашение, заключенное между Договаривающимися Государствами, иное чем настоящая Конвенция, участниками которых являются оба Договаривающихся Государства, включает положение о недискриминации или о режиме наибольшего благоприятствования, понимается, что эти положения не будут применяться в налоговых вопросах.

## Статья 25

### ПРОЦЕДУРА ВЗАИМНОГО СОГЛАСОВАНИЯ

1. Когда лицо считает, что действия одного или обоих Договаривающихся Государств приводят или приведут к его налогообложению не в соответствии с положениями настоящей Конвенции, оно может, независимо от средств защиты, предусмотренных внутренним законодательством этих Государств, представить свое дело для рассмотрения в компетентные органы Договаривающегося Государства, резидентом которого оно является, или, если его случай подпадает под действие пункта 1 Статьи 24, того Договаривающегося Государства, гражданином которого оно является. Заявление должно быть представлено в течение трех лет с момента первого уведомления о действиях, приводящих к налогообложению не в соответствии с положениями Конвенции.

2. Компетентный орган будет стремиться, если он сочтет претензию обоснованной и если он сам не в состоянии прийти к удовлетворительному решению, решить вопрос по взаимному согласию с компетентным органом другого Договаривающегося Государства с целью избежания налогообложения, не соответствующего Конвенции. Любая достигнутая договоренность должна выполняться независимо от каких-либо временных ограничений, имеющих место во внутренних законодательствах Договаривающихся Государств.

3. Компетентные органы Договаривающихся Государств будут стремиться разрешить по взаимному согласию любые трудности или сомнения, возникающие при толковании или применении Конвенции. Они могут также консультироваться друг с другом с целью устранения двойного налогообложения в случаях, не предусмотренных Конвенцией.

4. Компетентные органы Договаривающихся Государств или их представители могут вступать в прямые контакты друг с другом в целях достижения согласия в понимании предыдущих пунктов.

5. Независимо от какого-либо двустороннего договора или соглашения, заключенного между двумя Договаривающимися Государствами, налоговые вопросы между Договаривающимися Государствами (а также спор по вопросу применения настоящей Конвенции) решаются исключительно в соответствии с положениями настоящей Статьи, если компетентные органы не договорятся о другом.

6. Если согласие не может быть достигнуто компетентными органами согласно предыдущим пунктам настоящей Статьи, дело может, если оба компетентных органа и налогоплательщик согласны, быть представлено в арбитраж, при условии, что налогоплательщик письменно подтверждает согласие на обязательность для него решения арбитражной комиссии. Компетентные органы могут раскрывать арбитражной комиссии такую информацию, которая необходима для осуществления арбитражной процедуры. Решение арбитражной комиссии будет обязательным для налогоплательщика и обоих Государств в отношении этого дела. Процедуры, включая состав комиссии, должны быть установлены между Договаривающимися Государствами путем обмена нотами через дипломатические каналы после консультации между компетентными органами. Положения настоящего пункта не будут иметь силу до даты, определенной в обмене дипломатическими нотами.

## Статья 26

### ОБМЕН ИНФОРМАЦИЕЙ

1. Компетентные органы Договаривающихся Государств обмениваются информацией, необходимой для выполнения положений настоящей Конвенции или внутренних законодательств Договаривающихся Государств, касающихся налогов, на которые распространяется Конвенция, в той мере, пока налогообложение не противоречит Конвенции. Обмен информацией не ограничивается Статьей 1. Любая информация, получаемая Договаривающимся Государством, считается секретной таким же образом, как и информация, полученная в рамках внутреннего законодательства этого Государства, и сообщается только лицам или органам (включая суды и административные органы), занятым оценкой или сбором, принудительным взысканием или судебным преследованием или рассмотрением апелляций в отношении налогов, на которые распространяется Конвенция. Такие лица или органы должны использовать информацию только в этих целях. Они могут раскрывать информацию в ходе открытого судебного заседания или при принятии судебных решений.

2. Ни в коем случае положения пункта 1 не будут толковаться как налагающие на Договаривающееся Государство обязательство:



а) проводить административные мероприятия, отличающиеся от законодательства и административной практики этого или другого Договаривающегося Государства;

б) предоставлять информацию, которую нельзя получить по законодательству или в ходе обычной административной практики этого или другого Договаривающегося Государства;

с) предоставлять информацию, которая раскрывала бы какую-либо коммерческую, промышленную или профессиональную тайну, или торговый процесс, или информацию, раскрытие которой противоречило бы общественному порядку.

## Статья 27

### ДИПЛОМАТИЧЕСКИЕ АГЕНТЫ И КОНСУЛЬСКИЕ СОТРУДНИКИ

1. Ничто в настоящей Конвенции не затрагивает налоговых привилегий членов дипломатических и консульских представительств и членов постоянных представительств при международных организациях, установленных общими нормами международного права или на основании положений специальных соглашений.

2. Независимо от положений Статьи 4, физическое лицо, являющееся членом дипломатических и консульских представительств или постоянных представительств Договаривающегося Государства, которые расположены в другом Договаривающемся Государстве или в третьем Государстве, будет считаться для целей Конвенции резидентом посылающего Государства, если оно подлежит в посылающем Государстве таким же обязательствам в отношении налогообложения его общего дохода и имущества, которым подлежат резиденты этого Государства.

3. Конвенция не применяется к международным организациям, их учреждениям или официальным лицам, и к лицам, которые являются членами дипломатических и консульских представительств или постоянных представительств третьего Государства, находящихся в Договаривающемся Государстве и не подлежащих в одном из Договаривающихся Государств таким же обязательствам в отношении налогообложения их дохода или имущества, которым подлежат резиденты этого Государства.

## Статья 28

### СПОСОБ ПРИМЕНЕНИЯ

Компетентные органы Договаривающихся Государств могут, совместно или в отдельности, предписать правила и процедуры по определению способа применения положений настоящей Конвенции.

## Статья 29

### ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ

1. Каждое Договаривающееся Государство уведомит другое о завершении требуемых процедур, необходимых для вступления в силу настоящей Конвенции. Конвенция вступит в силу на первый день второго месяца, следующего за днем, когда последнее из этих уведомлений было получено.

2. Положения Конвенции будут применяться:

а) в отношении налогов, взимаемых у источника, к суммам, налогооблагаемым с или после 1 января 1996 года;

б) в отношении налогов на доход, не взимаемых у источника, к доходу, относящемуся, в зависимости от обстоятельств, к любому календарному году или отчетному периоду, начинающемуся с или после 1 января 1996 года;

с) в отношении других налогов, к налогообложению налогового события, которое будет иметь место с или после 1 января 1996 года.

3. Любые налоговые положения, включенные в договора или соглашения в силе между Французской Республикой и Республикой Казахстан перестанут иметь силу между Францией и Казахстаном, когда положения настоящей Конвенции вступят в силу.

## Статья 30

### ПРЕКРАЩЕНИЕ ДЕЙСТВИЯ

1. Настоящая Конвенция остается в силе на неограниченное время. Однако, после периода пяти календарных лет с даты, с которой Конвенция вступает в силу, оба Договаривающихся Государства могут прекратить ее действие путем подачи уведомления через дипломатические каналы, по крайней мере за шесть месяцев до конца любого календарного года.

2. В этом случае Конвенция прекратит свое действие:

а) в отношении налогов, взимаемых у источника, к суммам налогооблагаемым после календарного года, в котором подано уведомление о прекращении действия;

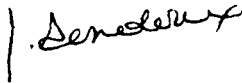
б) в отношении налогов на доход, не взимаемых у источника, по доходу, относящемуся в зависимости от обстоятельств к любому календарному году или отчетному периоду, начинающемуся после календарного года, до конца которого подано уведомление о прекращении действия;

с) в отношении других налогов, к налогообложению налогового события, которое будет иметь место после календарного года, до конца которого подано уведомление о прекращении действия.

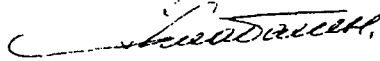
**В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО,** нижеподписавшиеся, должным образом уполномоченные, подписали настоящую Конвенцию.

**СОВЕРШЕНО** в ..... числа, ..... месяца 199... года в двух экземплярах на французском, казахском и русском языках, причем все три текста имеют одинаковую силу.

**ЗА ПРАВИТЕЛЬСТВО  
ФРАНЦУЗСКОЙ  
РЕСПУБЛИКИ**



**ЗА ПРАВИТЕЛЬСТВО  
РЕСПУБЛИКИ  
КАЗАХСТАН**



## ПРОТОКОЛ

При подписании Конвенции между Правительством Французской Республики и Правительством Республики Казахстан об избежании двойного налогообложения и предотвращении уклонения от налогообложения в отношении налогов на доходы и имущество подписывающиеся стороны согласились о следующих положениях, которые будут составлять неотъемлемую часть Конвенции.

1. В отношении подпункта а) пункта 3 Статьи 2, налог на жалование регулируется положениями Конвенции, применяемыми в зависимости от обстоятельств к прибыли от предпринимательской деятельности или к доходу от независимых личных услуг.

2. В отношении Статей 2, 4, 11, 12, 17 и 19 понимается, что термин “политико-административные подразделения” означает политико-административные подразделения Казахстана.

3. В отношении Статьи 4 понимается, что термин “резидент Договаривающегося Государства” должен включать любое партнерство и любую группу лиц, которые имеют место эффективного управления в Договаривающемся Государстве, и все акционеры, партнеры или другие члены которых персонально подлежат налогообложению в нем в отношении своей части прибыли, соответствующей их правам или доле в таком партнерстве и группах.

4. В отношении пункта 3 Статьи 5, если предприятие (генеральный контрактор), которое берет на себя выполнение всего проекта, заключает субконтракт на части такого проекта с другими предприятиями (субконтракторами), период, проведенный любым субконтрактором в работе на строительной площадке, должен рассматриваться как время, проведенное генеральным контрактором на строительстве. Сам субконтрактор имеет постоянное учреждение на площадке, если его деятельность на ней продолжается более двенадцати месяцев.

5. В отношении Статьи 7:

а) что касается пункта 1, прибыль, полученная от продажи товаров или изделий такого же или схожего вида, как и проданные через постоянное учреждение, или от другой предпринимательской деятельности такой же или схожей, как и та, которая осуществляется через постоянное учреждение, рассматривается как относимая к этому постоянному учреждению, при условии, если доказано, что соответствующая операция была предпринята для уклонения от налогообложения в Договаривающемся Государстве, в котором расположено постоянное учреждение

б) (i) когда предприятие Договаривающегося Государства продает товары или изделия, или осуществляет предпринимательскую деятельность в другом Договаривающемся Государстве через расположенное в нем постоянное учреждение, прибыль этого постоянного учреждения не должна определяться на основе общей

суммы, полученной предприятием, а только на основе выплат, относимых к действительной деятельности постоянного учреждения по таким продажам или предпринимательской деятельности;

- (ii) в случае контрактов, в особенности по техническому обоснованию, поставке, установке или монтажу промышленного, коммерческого или научного оборудования или помещений, или общественных работ, когда предприятие имеет постоянное учреждение, прибыль такого постоянного учреждения не должна определяться на основе общей суммы контракта, а только на основе той части контракта, которая действительно осуществлена постоянным учреждением. Прибыль, связанная с частью контракта, которая осуществлена в Договаривающемся Государстве, в котором расположено место эффективного управления предприятия, облагается налогом только в этом Государстве.

6. Каждое Договаривающееся Государство будет стремиться установить процедуры, дающие право налогоплательщикам получать доход, рассматриваемый в Статьях 10, 11 и 12, без удержания налогов у источника в случаях, когда Конвенция предусматривает налогообложение только в Договаривающемся Государстве резидентства. Когда Конвенция предусматривает налогообложение в Государстве, где возникает доход, каждое Государство будет стремиться установить процедуры, дающие право налогоплательщикам получать доход за вычетом налога по ставке, предусмотренной в Конвенции. Когда заявление делается налогоплательщиком, сумма превышения налога, удержанного у источника в Договаривающемся Государстве, по ставке, предусмотренной внутренним законодательством, должна быть своевременно возвращена, если этот налог удержан по ставке, превышающей ту, которая предусмотрена статьями Конвенции.

7. Если Казахстан соглашается на более низкую ставку налога (включая нулевую ставку) чем 5 процентов в подпункте а) пункта 2 и в пункте 7 Статьи 10, 15 процентов в подпункте б) пункта 2 Статьи 10, 10 процентов в пункте 2 Статьи 11 или в пункте 2 Статьи 12 в любой Конвенции между Казахстаном и третьим Государством, которое является членом Организации Экономического Сотрудничества и Развития, и эта Конвенция вступает в силу до, с даты или после даты вступления в силу настоящей Конвенции, такая сниженная ставка налога (или нулевая ставка) в зависимости от обстоятельств автоматически заменяет 5 процентную ставку, предусмотренную в подпункте а) пункта 2 и в пункте 7 Статьи 10, 15 процентов в подпункте б) пункта 2 Статьи 10, 10 процентов в пункте 2 Статьи 11 или в пункте 2 Статьи 12 настоящей Конвенции с действием с даты вступления в силу той Конвенции или настоящей Конвенции, какая из них более поздняя.

8. Положения пункта 1 Статьи 24 применяются к Договаривающимся Государствам, их местным органам власти и юридическим лицам, относящимся к публично-правовому сектору, чья деятельность имеет непромышленный и некоммерческий характер, даже если они находятся не в таких же обстоятельствах в отношении резидентства.

9. В отношении пункта 1 Статьи 24 понимается, что физическое лицо, юридическое лицо, партнерство или ассоциация, являющиеся резидентом Договаривающегося Государства, не будет рассматриваться как находящееся в таких же обстоятельствах как физическое лицо, юридическое лицо, партнерство или ассоциация, которое не является резидентом этого Государства, даже если, в случае юридического лица, партнерств или ассоциаций, такие экономические единицы при применении подпункта (i) пункта 1 Статьи 3 считаются национальными лицами Договаривающегося Государства, резидентами которого они являются.

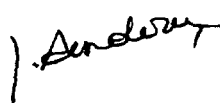
10. Положения настоящей Конвенции ни в коем случае не ограничивают Францию от применения положений Статьи 212 ее налогового Кодекса (code g énéral des impôts) или других аналогичных положений, которые являлись бы поправками к положениям этой Статьи или заменяли бы их; и не ограничивают Казахстан от принятия и применения положений в его внутреннем законодательстве по существенно схожим причинам.

11. Каждое Договаривающееся Государство сохраняет право налогообложения в соответствии со своим внутренним законодательством любого дохода своих резидентов, налогообложение которых относится к другому Договаривающемуся Государству, но который не принимается в расчет налоговой базы в этом Государстве, в случаях, когда такое двойное освобождение является результатом различной квалификации соответствующего дохода.

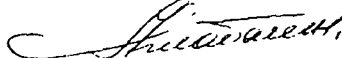
**В УДОСТОВЕРЕННЕ ЧЕГО**, нижеподписавшиеся, должным образом уполномоченные, подписали настоящий Протокол.

**СОВЕРШЕНО** в *.....* числа, *.....* месяца 199*.....* года в двух экземплярах на французском, казахском и русском языках, причем все три текста имеют одинаковую силу.

ЗА ПРАВИТЕЛЬСТВО  
ФРАНЦУЗСКОЙ  
РЕСПУБЛИКИ



ЗА ПРАВИТЕЛЬСТВО  
РЕСПУБЛИКИ  
КАЗАХСТАН



[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF  
KAZAKHSTAN FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND  
THE PREVENTION OF FISCAL EVASION AND FRAUD WITH  
RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Kazakhstan,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital, have agreed as follows:

*Article 1. Personal Scope*

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

*2. Taxes Covered*

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its political subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:

(a) In the case of France:

- (i) The income tax;
  - (ii) The corporation tax;
  - (iii) The tax on wages;
  - (iv) The wealth tax;
- (hereinafter referred to as "French tax");

(b) In the case of Kazakhstan:

- (i) The tax on income of bodies corporate and individuals;
  - (ii) The tax on property of bodies corporate and individuals;
- (hereinafter referred to as "Kazakh tax").

4. The Convention shall also apply to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the

existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes which have been made in their respective taxation laws.

*Article 3. General Definitions*

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

(a) The terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean France or Kazakhstan as the context requires;

(b) The term "France" means the European and overseas departments of the French Republic, including the airspace and the territorial sea, and any area outside the territorial sea within which, in accordance with international law, the French Republic has sovereign rights for the purpose of exploring and exploiting the natural resources of the seabed, its subsoil and the superjacent waters;

(c) The term "Kazakhstan" means the Republic of Kazakhstan; when used in its geographical sense, the term "Kazakhstan" includes the national territory of the Republic of Kazakhstan, and any area within which Kazakhstan may exercise sovereignty and jurisdiction, in accordance with its legislation and international law, and in which its tax law is applicable;

(d) The term "person" includes an individual, a company and any other body of persons;

(e) The term "company" means any body corporate or any entity which is treated, for tax purposes, as a body corporate;

(f) The terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

(g) The term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

(h) The term "competent authority" means:

(i) In the case of France, the Minister of the Budget or his authorized representative;

(ii) In the case of Kazakhstan, the Minister of Finance or his authorized representative;

(i) The term "national" means:

(i) Any individual possessing the nationality of a Contracting State;

(ii) Any body corporate, company, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in a Contracting State.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State, any term not defined therein shall have the meaning which it has under the domestic law of that State concerning the taxes to which the Convention applies. The meaning of a term under the tax law of that State shall have priority over the meaning provided for such term under other branches of law of that State.



*Article 4. Resident*

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management, place of head or main office or any other criterion of a similar nature. The term also means a Contracting State, its political subdivisions or local authorities, and the bodies corporate thereof governed by public law. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

2. Where, by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

(a) He shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) If the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;

(c) If he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State of which he is a national;

(d) If he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where, by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident of the State in which its place of effective management is situated. If there is doubt as to the location in which the place of effective management of the person is situated, the competent authorities of the Contracting States shall endeavour to reach agreement on this location. For the purposes of this Convention, the person shall be deemed to be a resident of the State in which its place of effective management is situated, as agreed between the competent authorities of the Contracting States. If, however, they fail to reach agreement, the person shall, for the application of the provisions of this Convention, be deemed not to be a resident of either State.

*Article 5. Permanent Establishment*

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" includes especially:

(a) A place of management;

(b) A branch;

(c) An office;

(d) A factory;

(e) A workshop;

(f) A mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. The term "permanent establishment" also includes:

(a) A building site or construction or installation project, but only if it lasts more than 12 months;

(b) An installation or structure used for the exploration of natural resources, or a drilling rig or ship used for the exploration of natural resources, but only if such use lasts more than 12 months;

(c) Supervisory services connected with a building site or construction or installation project referred to in subparagraph (a), or with an installation or structure referred to in subparagraph (b), and furnished in the Contracting State in which the building site or construction or installation project or the installation or structure is situated, but only if such services continue for more than 12 months;

(d) The furnishing of other services, including consultancy services, by an enterprise through employees or other personnel engaged by that enterprise for such purpose, but only if such activities continue (for the same project or for a related project) in the territory of the country for more than 12 months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:

(a) The use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

(c) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

(d) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information for the enterprise;

(e) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;

(f) The maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies - is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise) shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

*Article 6. Income from Immovable Property*

1. Income derived from immovable property (including income from agriculture or forestry) shall be taxable in the Contracting State in which such property is situated.

2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to income derived from the direct use, letting or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

5. Where shares or other rights in a company, trust or comparable institution give the right to enjoyment of immovable property situated in a Contracting State and owned by that company, trust or comparable institution, the income derived from the direct use, letting or use in any other form of the right to such enjoyment shall be taxable in that State notwithstanding the provisions of articles 7 and 14.

*Article 7. Business Profits*

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on or has carried on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on or has carried on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on or has carried on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar

conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere. However, no such deduction shall be allowed (otherwise than towards reimbursement of the actual amount of expenses) in respect of amounts, if any, paid by the permanent establishment to the place of management of the enterprise or any of its other offices, by way of royalties, fees or similar payments in return for the use of patents or other rights, or by way of commissions for specific services performed or for management, or, except in the case of banks, by way of interest on loans given to the permanent establishment. Likewise, no account shall be taken of amounts charged (otherwise than towards reimbursement of the actual amount of expenses) by the permanent establishment to the place of management of the enterprise or any of its other offices, by way of royalties, fees or similar payments in return for the use of patents or other rights, or by way of commissions for specific services performed or for management, or, except in the case of banks, by way of interest on moneys lent to the place of management of the enterprise or any of its other offices.

4. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

5. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

6. Where profits include items of income which are dealt with separately in other articles of this Convention, then the provisions of those articles shall not be affected by the provisions of this article.

#### *Article 8. Shipping and Air Transport*

1. Profits of an enterprise of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State. Such profits shall include income derived by the enterprise from activities ancillary to the operation of ships or aircraft in international traffic.

2. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State of which the operator of the ship is a resident.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from participation in a group (pool), a joint business or an international operating agency.

#### *Article 9. Associated Enterprises*

1. Where:

(a) An enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

(b) The same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State - and taxes accordingly - profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits if it considers that such an adjustment is warranted. In the determination of such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall, if necessary, consult each other.

#### *Article 10. Dividends*

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed:

(a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which holds directly or indirectly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends;

(b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. A resident of Kazakhstan who receives dividends paid by a company that is a resident of France may obtain a refund of any prepayment (*précompte*) insofar as such prepayment has been made by the company in respect of such dividends. The gross amount of the refunded prepayment shall be deemed a dividend for the purposes of the application of this Convention. It shall be taxable in France in accordance with the provisions of paragraph 2.

4. The term "dividend" means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income subjected to the system of distribution by the tax laws of the Contracting

State of which the company making the distribution is a resident. It shall be understood that the term "dividend" does not include the income referred to in article 16.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

6. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

7. Profits of an enterprise of a resident of a Contracting State derived from a permanent establishment situated in the other Contracting State may, after having been taxed in accordance with the provisions of article 7, and after deduction of any sum reinvested in that permanent establishment, be taxed on the remaining amount in that other State at a rate not exceeding the percentage provided for in subparagraph (a) of paragraph 2 of this article.

#### *Article 11. Interest*

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the interest the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, the interest referred to in paragraph 1 shall be taxable only in the Contracting State of which the recipient is a resident if that person is the beneficial owner of the interest and if one of the following conditions is met:

(a) That person is one of the Contracting States, its political subdivisions or local authorities, or one of the bodies corporate thereof governed by public law, including the central bank of that State, or such interest is paid by one of the Contracting States, its political subdivisions or local authorities, or one of the bodies corporate thereof governed by public law;

(b) The interest is paid in respect of debt-claims or loans guaranteed or insured by COFACE in the case of France or by a similar organization in the case of Kazakhstan.

4. The term "interest" as used in this article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income

from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this article. The term "interest" does not include items of income regarded as dividends in accordance with the provisions of article 10.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected therewith. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, or a political subdivision, local authority or resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

8. The provisions of this Convention shall not apply if the debt-claim in respect of which the interest is paid has been contracted or transferred principally in order to take advantage of the provisions of this article.

#### *Article 12. Royalties*

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.

3. The term "royalties" as used in this article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, any industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience (know-how).

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, the beneficial owner of payments received as a consideration for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment and referred to in paragraph 3, may elect, for each tax year, to be taxed in the Contracting State in which such royalties arise on the net amount of the royalties as if such royalties constituted business profits in the sense of article 7. In such case the rate of tax provided for in paragraph 2 shall not apply.

5. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein and the property in respect of which the royalties are paid is effectively connected therewith. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

6. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, or a political subdivision, local authority or resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

8. The provisions of this Convention shall not apply if the liability to pay the royalties has been contracted or transferred principally in order to take advantage of the provisions of this article.

### *Article 13. Capital Gains*

1. (a) Gains from the alienation of immovable property referred to in article 6 may be taxed in the Contracting State in which such immovable property is situated.

(b) Gains from the alienation of shares or other rights in a company, trust or comparable institution the assets of which consist principally, either directly or through one or several other companies, of immovable property situated in a Contracting State or of rights relating to such property may be taxed in that State. As regards the application of this provision, immovable property used by such a company, trust or comparable institution in its own business or agricultural operations or in the performance of independent personal services shall not be taken into consideration.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident



of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.

3. Gains from the alienation of property forming part of the business property of an enterprise of a Contracting State and consisting of ships or aircraft operated by it in international traffic or of movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that State.

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3 shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

#### *Article 14. Independent Personal Services*

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State except in the following circumstances, when such income may also be taxed in the other Contracting State:

(a) If he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities; in that case, only so much of the income as is attributable to that fixed base may be taxed in the other Contracting State; or

(b) If his stay in the other Contracting State is for a period or periods equal to or exceeding in the aggregate 183 days in the fiscal year concerned; in that case, only so much of the income as is derived from his activities performed in that other State may be taxed in that other State.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

#### *Article 15. Dependent Personal Services*

1. Subject to the provisions of articles 16, 18, 19 and 20, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) The recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any period of 12 consecutive months beginning or ending in the fiscal year concerned; and

(b) The remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State; and

(c) The remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by an enterprise of a Contracting State may be taxed in that State.

#### *Article 16. Directors' Fees*

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the Board of Directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

#### *Article 17. Artistes and Athletes*

1. Notwithstanding the provisions of articles 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an artiste or an athlete in his capacity as such accrues not to the artiste or athlete himself but to another person, such income may, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the artiste or athlete are exercised.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, income derived by a resident of a Contracting State as an artiste, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State where such activities in the other State are principally supported by public funds of the first-mentioned State, its political subdivisions or local authorities, or bodies corporate thereof governed by public law.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, where income in respect of personal activities exercised by an artiste or an athlete who is a resident of a Contracting State in his capacity as such in the other Contracting State accrues not to the artiste or athlete himself but to another person, that income shall, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxable only in the first-mentioned State where such other person is principally supported by public funds of this first-mentioned State, its political subdivisions or local authorities, or bodies corporate thereof governed by public law.

#### *Article 18. Pensions and Annuities*

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of article 19, pensions, life annuities and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

2. The term "annuities" means any stated sum payable to an individual periodically at stated times during life or during a specified or ascertainable period of time under an obli-

gation to make the payments in return for equivalent consideration in money or money's worth.

*Article 19. Remuneration in Respect of Government Service*

1. (a) Remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.

(b) However, such remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of, and a national of, that State, without being at the same time a national of the first-mentioned State.

2. (a) A pension paid by, or out of funds created by, a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.

(b) However, such pension shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of, and a national of, that State, without being at the same time a national of the first-mentioned State.

3. The provisions of articles 15, 16 and 18 shall apply to remuneration and pensions in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof.

*Article 20. Students*

1. Payments which a student or apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

2. Remuneration paid by a Contracting State, its local authorities or a body corporate thereof governed by public law to an individual in his capacity as a teacher or researcher shall be taxable only in that State.

*Article 21. Other Income*

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, of which that resident is the beneficial owner and which are not dealt with in the foregoing articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of article 6, if the beneficial owner of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establish-

ment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

*Article 22. Capital*

1. (a) Capital represented by immovable property referred to in article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

(b) Capital represented by shares or other rights in a company, trust or comparable institution the assets of which consist principally, either directly or through one or several other companies, of immovable property situated in a Contracting State or of rights relating to such property may be taxed in that State. As regards the application of this provision, immovable property used by such a company, trust or comparable institution in its own business or agricultural operations or in the performance of independent personal services shall not be taken into consideration.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other State.

3. Capital represented by property forming part of the business property of an enterprise of a Contracting State and consisting of ships or aircraft operated by it in international traffic and of movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that Contracting State.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

*Article 23. Elimination of Double Taxation*

1. In the case of France, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Notwithstanding the other provisions of the Convention, income taxable, or taxable only, in Kazakhstan under the provisions of this Convention shall be taken into account in calculating French tax if the income is not exempt under French domestic law from the corporation tax. In such case, Kazakh tax is not deductible from such income, but the recipient shall be entitled, subject to the conditions and limits provided for in subparagraphs (i) and (ii) below, to a tax credit against French tax. The tax credit shall be equal to:

(i) In respect of income not referred to in subparagraph (ii) below, the amount of the French tax attributable to such income, provided that the recipient is liable to tax thereon in Kazakhstan;

(ii) In respect of the income liable to French corporation tax referred to in article 7 and paragraph 2 of article 13, and in respect of the income referred to in articles 10, 11 and 12, paragraph 1 of article 13, paragraph 3 of article 15, article 16 and paragraphs 1 and 2 of article 17, the amount of the tax paid in Kazakhstan under the provisions of the said articles;

such credit shall not, however, exceed the amount of the French tax attributable to such income.

(b) A resident of France who owns capital taxable in Kazakhstan in accordance with the provisions of paragraphs 1 and 2 of article 22 may also be taxed in France on such capital. The French tax is calculated by allowing a tax credit equal to the amount of the tax paid in Kazakhstan in respect of that capital. Such tax credit shall not, however, exceed the amount of the French tax attributable to such capital.

(c) (i) It is understood that the term "amount of the French tax attributable to such income" used in subparagraph (a) above means:

- Where the tax on such income is calculated by applying a proportional rate, the amount of the net income concerned multiplied by the rate which actually applies to that income;

- Where the tax on such income is calculated by applying a progressive scale, the amount of the net income concerned multiplied by the rate resulting from the ratio of the tax actually payable on the total net income taxable in accordance with French law to the amount of that total net income.

This interpretation also applies by analogy to the term "amount of the French tax attributable to such capital" used in subparagraph (b) above.

(ii) It is understood that the term "amount of the tax paid in Kazakhstan" used in subparagraphs (a) and (b) above means the amount of the Kazakh tax actually and definitively borne in respect of the income or items of capital concerned in accordance with the provisions of the Convention by the resident of France who is taxed on such income or owns such items of capital.

2. In the case of Kazakhstan, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Where a resident of Kazakhstan receives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in France, Kazakhstan shall allow:

(i) The deduction from the tax on the income of that resident of a sum equal to the amount of the income tax paid in France;

(ii) The deduction from the tax on the capital of that resident of a sum equal to the amount of the capital tax paid in France.

Such deduction in either case shall not exceed the tax calculated on the same income or on the same capital in Kazakhstan at the rates in force.

(b) Where a resident of Kazakhstan receives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed only in France, Kazakhstan may include this income or capital in the tax base but only for purposes of determining the rate of tax on such other income or capital as is taxable in Kazakhstan.

#### *Article 24. Non-discrimination*

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome

than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. Stateless persons who are residents of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of the State concerned in the same circumstances are or may be subjected.

3. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

4. Except where the provisions of paragraph 1 of article 9, paragraph 8 of article 11, or paragraph 7 of article 12 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State or, if this is more favourable for the enterprise, under the same conditions as if they had been paid to a resident of a third State that is a member of the Organisation for Economic Cooperation and Development. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

5. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

6. The provisions of this article shall, notwithstanding the provisions of article 2, apply to taxes of every kind and description.

7. Where a treaty or bilateral agreement concluded between the Contracting States other than this Convention includes a non-discrimination clause or a most-favoured-nation clause, it is understood that such clause shall not apply to matters relating to taxation.

#### *Article 25. Mutual Agreement Procedure*

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident

or, if his case comes under paragraph 1 of article 24, to that of the Contracting State of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with this Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States or their representatives may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

5. Notwithstanding any other bilateral treaty or agreement concluded between the Contracting States, questions relating to taxation between the Contracting States (including differences of opinion as to whether this Convention is applicable) shall be settled solely in accordance with the provisions of this article, unless the competent authorities decide otherwise.

6. Where the competent authorities are unable to reach an agreement in the sense of the preceding paragraphs of this article, the case may be submitted for arbitration, provided that both competent authorities and the taxpayer agree, and provided that the taxpayer consents in writing to be bound by the decision of the arbitration commission. The competent authorities may transmit to the arbitration commission such information as is necessary for carrying the arbitration through to a successful conclusion. The decision of the commission shall be binding on both Contracting States and on the taxpayer with respect to the case submitted. The procedures, including the composition of the arbitration commission, shall be established between the Contracting States by exchange of diplomatic notes after consultation between the competent authorities. The provisions of this paragraph shall take effect only from the date set in such exchange of diplomatic notes.

#### *Article 26. Exchange of Information*

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect

of, or the determination of appeals in relation to, the taxes which are the subject of the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

(a) To carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;

(b) To supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;

(c) To supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

#### *Article 27. Diplomatic and Consular Officers*

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions, of members of consular missions, or of members of permanent missions to international organizations under the general rules of international law or under the provisions of specific agreements.

2. Notwithstanding the provisions of article 4, an individual who is a member of a diplomatic mission, consular post or permanent mission of a Contracting State which is situated in the other Contracting State or in a third State shall be deemed for the purposes of the Convention to be a resident of the sending State if he is liable in the sending State to the same obligations in relation to tax on his total income or capital as are residents of that State.

3. The Convention shall not apply to international organizations, to organs or officials thereof and to persons who are members of a diplomatic mission, consular post or permanent mission of a third State, being present in a Contracting State and not being liable in either Contracting State to the same obligations in relation to tax on their income or capital as are residents of those States.

#### *Article 28. Modalities of Implementation*

The competent authorities of the Contracting States may decide jointly or separately on the modalities of implementation of the provisions of this Convention.

#### *Article 29. Entry into Force*

1. Each Contracting State shall notify the other of the completion of the procedures required by it for the entry into force of this Convention. The Convention shall enter into force on the first day of the second month following the day on which the later of these notifications is received.

2. The provisions of this Convention shall apply:



(a) As regards taxes collected by deduction at the source, to sums taxable as from 1 January 1996;

(b) As regards taxes on income not collected by deduction at the source, to income relating, as the case may be, to any calendar year or any financial period beginning on or after 1 January 1996;

(c) As regards other taxes, to taxes the chargeable event of which comes into effect on or after 1 January 1996.

3. All provisions relating to taxation contained in treaties or agreements in force between the French Republic and the Republic of Kazakhstan shall cease to have effect between France and Kazakhstan as from the date on which the provisions of this Convention take effect.

#### *Article 30. Termination*

1. This Convention shall remain in force indefinitely. However, after a period of five calendar years following the date of the entry into force of the Convention, either Contracting State may terminate it by giving notice thereof through the diplomatic channel at least six months before the end of any calendar year.

2. In such case, the Convention shall no longer apply:

(a) As regards taxes collected by deduction at the source, to sums taxable after the calendar year in which notice of termination is given;

(b) As regards taxes on income not collected by deduction at the source, to income relating, as the case may be, to any calendar year or any financial period beginning after the calendar year in which notice of termination is given;

(c) As regards other taxes, to taxes the chargeable event of which comes into effect after the calendar year in which notice of termination is given.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

Done at Paris on 3 February 1998, in triplicate in the French, Russian and Kazakh languages, the three texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

JACQUES DONDOUX

For the Government of the Republic of Kazakhstan:

ASSYGATE A. JABAGUINE

PROTOCOL

On signing the Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Kazakhstan for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion and Fraud with respect to Taxes on Income and on Capital, the undersigned have agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the Convention.

1. With reference to subparagraph 3(a) of article 2, the tax on wages shall be governed by the provisions of the Convention applicable, as the case may be, to the profits of enterprises or to income in respect of independent personal services.

2. With reference to articles 2, 4, 11, 12, 17 and 19, it is understood that the term "political subdivision" means a political subdivision of Kazakhstan.

3. With reference to article 4, it is understood that the term "resident of a Contracting State" includes partnerships and bodies of persons the place of effective management of which is situated in a Contracting State and of which all the shareholders, partners or other members are personally liable in that State to tax on their share of the profits corresponding to their rights or interests in such partnerships and bodies.

4. With reference to paragraph 3 of article 5, if an enterprise (general contractor) responsible for carrying out all the work on a building site subcontracts part of the work to other enterprises (subcontractors), the time spent by each subcontractor at the building site shall be deemed to be time devoted by the general contractor to the building site. The subcontractor shall itself have a permanent establishment if it carries on business at the building site for more than 12 months.

5. With reference to article 7:

(a) As regards paragraph 1, profits derived from the sale of goods or merchandise of the same kind as or similar to those sold through a permanent establishment, or from commercial activities of the same kind as or similar to those performed through a permanent establishment, shall be deemed to be connected with that permanent establishment if it is proved that the transaction concerned has been used in order to avoid tax in the Contracting State in which the permanent establishment is situated.

(b) (i) Where an enterprise of a Contracting State sells goods or merchandise or carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, the profits of that permanent establishment shall be calculated not on the basis of the total amount received by the enterprise but solely on the basis of the payments attributable to the actual activities of the permanent establishment in respect of such sales or business;

(ii) In the case of contracts, particularly contracts for project studies or for the supply, installation or construction of industrial, commercial or scientific equipment or establishments, or public works contracts, where the enterprise has a permanent establishment, the profits of that permanent establishment shall be determined not on the basis of the total amount of the contract, but solely on the basis of the portion of the contract actually executed by that permanent establishment. The profits relating to the portion of the contract

executed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated may be taxed only in that State.

6. Each Contracting State shall endeavour to institute procedures enabling taxpayers to receive the income referred to in articles 10, 11 and 12 without deduction of any tax at the source where the Convention provides for taxation solely in the State of residence. Where the Convention provides for taxation in the Contracting State from which the income derives, each Contracting Party shall endeavour to institute procedures enabling taxpayers to receive such income after deduction of the tax allowed by the Convention. On request by the taxpayer, tax deducted at the source in a Contracting State at the rate stipulated in its domestic legislation shall be reimbursed as soon as possible insofar as it exceeds the tax allowed by the Convention.

7. If Kazakhstan agrees on a lower rate of tax (including a zero rate) than the rates of 5 per cent stipulated in subparagraph 2(a) and paragraph 7 of article 10, 15 per cent stipulated in subparagraph 2(b) of article 10 and 10 per cent stipulated in paragraph 2 of article 11 and paragraph 2 of article 12, in a convention with a third State that is a member of the Organisation for Economic Cooperation and Development, and if such convention enters into force before, at the time of or after the date of the entry into force of the present Convention, this reduced rate (or zero rate) shall be automatically substituted, as the case may be, for the rates of 5 per cent stipulated in subparagraph 2(a) and paragraph 7 of article 10, 15 per cent stipulated in subparagraph 2(b) of article 10 and 10 per cent stipulated in paragraph 2 of article 11 and paragraph 2 of article 12 of the present Convention, as from the date of the entry into force of such convention with a third State or of the present Convention, as the case may be, depending on which comes later.

8. The provisions of paragraph 1 of article 24 shall apply to the Contracting States themselves, to their local authorities and to the bodies corporate governed by public law of those States or authorities the activities of which are not of an industrial or commercial nature, even if they are not in the same circumstances with respect to residence.

9. With reference to paragraph 1 of article 24, it shall be understood that an individual or body corporate, or a partnership or association that is a resident of a Contracting State is not in the same situation as an individual or body corporate, or a partnership or association that is not a resident of that State, even if the bodies corporate, partnerships and associations are deemed to be nationals of the Contracting State of which they are residents for the purposes of the application of subparagraph 1(i) of article 3.

10. Nothing in this Convention shall preclude France from applying the provisions of article 212 of its General Tax Code or other similar provisions that may amend or replace the provisions of this article and Kazakhstan from establishing and applying fiscal legislation having a similar purpose.

11. Each of the Contracting States reserves the right to tax, in accordance with its domestic legislation, income of its residents the taxation of which is assigned to the other Contracting State but which is not taken into account in the tax base in that State, in cases where such double exemption results from the differing categorization of the income concerned.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Protocol.

Done at Paris on 3 February 1998, in triplicate in the French, Russian and Kazakh languages, the three texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

JACQUES DONDOUX

For the Government of the Republic of Kazakhstan:

ASSYGATE A. JABAGUINE